

LES POUVOIRS DES GÉRANTS DANS LES SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le jeudi 21 Novembre 1929, à 2 heures

PAR

Constantin V. ATHANASOVICI

Président : M. A. WAHL, Professeur.
Suffragants { MM. RIPERT, Professeur.
J. de la MORANDIÈRE, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1929

LES POUVOIRS DES GÉRANTS
DANS LES SOCIÉTÉS
A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES POUVOIRS DES GÉRANTS DANS LES SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le jeudi 21 Novembre 1929, à 2 heures

PAR

Constantin V. ATHANASOVICI

Président : M. A. WAHL, Professeur.
Suffragants { MM. RIPERT, Professeur.
J. de la MORANDIÈRE, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1929



INTRODUCTION

La loi du 7 mars 1925 a introduit dans la législation commerciale française une nouvelle forme de groupement social : la société à responsabilité limitée.

Cette loi mettait fin à une assez longue préparation, tant sous la forme de différents efforts législatifs qu'en doctrine.

Cependant, le titre même que le texte législatif assignait à la loi dont nous allons nous occuper en partie dans la présente étude, n'était pas inédit en droit commercial français, car la loi du 23 mars 1863 avait déjà créé en France des sociétés à responsabilité limitée. Ces sociétés n'étaient que des sociétés anonymes dont le capital n'excédait pas 20 millions, mais elles bénéficiaient, toutefois, de l'avantageuse possibilité de se dispenser valablement de l'autorisation gouvernementale nécessaire et encore en vigueur alors dans l'état du régime des socié-

tés. La mesure de faveur qui leur était particulièrement octroyée s'étendit bientôt à l'ensemble des sociétés anonymes grâce à la loi du 24 juillet 1867 qui, dans son article 21, décida que ces sociétés anonymes pourraient à l'avenir se former sans avoir besoin de l'autorisation du gouvernement. Dès lors, les sociétés à responsabilité limitée instituées par la loi du 23 mai 1863 n'avaient plus qu'à disparaître, et c'est ce qui arriva. La loi du 7 mars 1925, reprenant ce titre de sociétés à responsabilité limitée, inaugure d'ailleurs une nouvelle forme de société n'entrant pas dans le cadre des sociétés anonymes et ne pouvant même pas être des sociétés par actions (1). Plusieurs pays étrangers connaissaient déjà de longue date des sociétés de cette sorte, elles n'apparaissent donc qu'avec un sensible retard par rapport aux droits des sociétés étrangères, dans la législation française.

Elles existent en Allemagne, dénommées d'ailleurs sociétés avec responsobilité limitée, « terminologie légèrement meilleure », nous dit-on (2), depuis le 20 avril 1892, depuis le 15 mars 1906 en Autriche et le 21 décembre 1908 en Grande-Bretagne. Elles sont prévues

(1) LEPARGNEUR, *La loi nouvelle sur les Sociétés à responsabilité limitée*, p. 8.

(2) PHILIPON, *La réforme de la loi du 7 mars 1925 sur les S. à R. l.*, p. 5.

par le Code italien de 1882 sous la forme de sociétés anonymes par parts et y préludent ainsi à la société à responsabilité limitée qui se trouve encore à l'étude. Enfin, si la République Tchécoslovaque, la Pologne et même la législation soviétique connaissent cette nouvelle forme de société, elle se trouve, par contre, encore à l'étude et même, en principe, repoussée par la Commission chargée d'élaborer la réforme du Code des obligations de la Confédération helvétique. Quelle peut être la raison ayant empêché une apparition moins tardive de ces formes de sociétés dans la législation commerciale française ?

On a invoqué, comme un des motifs de ce retard, le fait que la législation française était demeurée jusqu'à présent fidèle à la distinction classique de sociétés par intérêts et sociétés par actions. Le législateur ne s'était pas décidé d'instaurer, à l'instar des législations étrangères, des types intermédiaires de sociétés dépassant le cadre rigide des sociétés antérieurement établies.

On n'avait pas ainsi à disposition un type de sociétés qui permette aux fondateurs de limiter leurs risques à un niveau fixe établi par le montant de leurs apports, forme de société dégageant cette entreprise sociale de l'ensemble complexe de formalités exigées par les lois en vigueur, lesquelles formalités ajoutaient

un surplus de complexité à des opérations par ailleurs coûteuses.

Tout incitait cependant le législateur à adopter un type de société répondant aux vœux manifestés par le commerce et l'industrie, auquel ni la loi du 24 juillet 1867, ni celle du 22 novembre 1913 ou bien « l'innovation hardie, mais restée lettre morte, de la loi du 26 avril 1917 sur les sociétés anonymes à participation ouvrière » (1), n'avaient réussi à donner pleine satisfaction aux desiderata du commerce et de l'industrie.

Le principe de l'article 2092 du Code civil selon lequel celui qui contracte une obligation affecte comme garantie tant ses biens présents mobiliers et immobiliers en totalité, que ceux à venir, représentait pour les commerçants un très réel danger, dû au fait de la nécessité où ils se trouvent de contracter, journellement, des obligations (2). Au surplus, la rigidité trop inflexible des formes des sociétés commerciales, contrairement aux législations d'origine germanique ou anglo-saxonne, ne laissait pas de place à la constitution d'un type intermédiaire s'appliquant à certaines entreprises déterminées et grâce à la structure duquel les fondateurs puissent se permettre de

(1) PIC et BARATIN, *Des Sociétés à responsabilité limitée*, p. 2.

(2) DROUETS, *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée*, p. 1.

limiter leurs risques au niveau du montant de leurs apports. Cette limitation de mise aurait, tout en les dégageant de l'ensemble des formalités, l'avantage aussi de leur laisser la libre possibilité d'une participation personnelle et active à la gestion.

Elles permettraient, ces sociétés, la constitution de petites entreprises « intimes et durables » (1) et ayant l'avantage tellement important d'assurer la sauvegarde de la fortune des constituants tout en évitant parallèlement les grands inconvénients qu'entraînerait l'adoption d'un des types de sociétés prévus par l'article 19 du Code de commerce, inconvénients dont nous reparlerons encore.

Cette lacune ne pouvait continuer à subsister sans exercer une influence sur les sociétés anonymes et sur leur développement, influence essayant d'atténuer, dans la mesure du possible, le vide laissé dans le droit des sociétés par l'absence d'une forme à responsabilité limitée.

C'est de la jurisprudence que, depuis de nombreuses années, partit l'impulsion du mouvement, et ceci en faveur d'une société anonyme différente de celles qui se constituent par appel au public et d'un type familial et fermé. C'est ce qui a fait dire avec justesse que l'on a cherché, et l'on essaye, de plus en plus, à per-

(1) LEPARGNEUR, *op. cit.*, p. 6.

sonnaliser la société anonyme de manière à concilier « les avantages de la limitation de responsabilité avec les considérations sur lesquelles reposent les sociétés de personnes » (1).

La jurisprudence reconnaissait ainsi pour valable une société constituée entre fondateurs seulement.

Hypothèse dans laquelle il n'y a plus lieu à souscription du capital par le public. Elle restait, cependant, soumise à certaines conditions, on exigeait ainsi qu'il y ait eu appropriation du capital en entier par les fondateurs et, pareillement, versement du quart et approbation des apports en nature (2). En somme, l'observation de l'ensemble des premières formalités constituées, sans pousser l'exigence jusqu'aux autres des formalités de constitution, était suffisante, telle était la manière dont on envisageait la question. Cependant, une partie de la doctrine ne s'accordait pas avec cette manière de voir, réclamant la stricte application des exigences formulées par la loi du 24 juillet 1867 (3).

Signalons que ces possibilités de simplifications envisagées, se référaient seulement à la naissance de la société, laquelle, au demeurant, continuait, au cours de son existence posté-

(1) ESCARA, note Dalloz, 1927-I-161.

(2) THALLER et PERCEROU, *Traité de droit commercial*, n° 498.

(3) LYON-CAEN et RENAULT, T. II, n° 724.

rieure, à se soumettre strictement aux prescriptions de la loi du 24 juillet 1867, loi régissant les sociétés anonymes.

Toutefois, une autre évolution eut lieu, laquelle avait pour but de paralyser la libre possibilité de transmission des actions ou, tout au moins, d'en entraver la facilité, et c'est ici que, d'accord avec la doctrine et par une série d'arrêts, la jurisprudence se décida à considérer comme entièrement valables les clauses restreignant la libre transmissibilité des actions. Nous savons que cette faculté était formellement reconnue par les articles 35 et 36 du Code de commerce. Nous pouvons, dans ce domaine, nous trouver en présence de plusieurs sortes de clauses.

D'après une première, on pourrait soumettre le transfert à l'agrément de l'acheteur par le Conseil d'administration ou par l'Assemblée générale (1). Clause licite et qui ne serait, en somme, que l'équivalence à un droit de veto, mais on pourrait, en argumentant de ce que la loi (art. 50) permet cette clause pour les sociétés à capital variable, conclure qu'elle n'est pas possible ordinairement, sauf à entacher le caractère de sociétés par actions, au cas où un Conseil d'administration se réserverait un droit de cette sorte, car il est de l'essence même

(1) THALLER et PERCEROU, n° 603.

des actions de pouvoir être cédées (1). Cependant, et quoi qu'il apparaisse, ainsi que le dit si justement M. Wahl, que ces arrêts démentent « ainsi le principe d'après lequel la libre cessibilité est le caractère des actions », la jurisprudence s'est toutefois prononcée pour la valabilité de ce genre de clauses (2) en affirmant que la cessibilité des actions d'une société anonyme peut être valablement soumise à l'autorisation de l'Assemblée générale ou bien du Conseil d'administration. On a invoqué comme un des motifs de cette dérogation au caractère principal de l'action, celui d'empêcher que, par hasard, elles ne tombent entre les mains de personnes s'adonnant à la spéculation ou bien entre celles de gens qui poursuivraient des intérêts illicites. L'essence de cette clause comporte que personne ne peut faire partie d'une société que sous réserve, comme nous l'avons dit, de l'agrément par le Conseil d'administration ou de l'Assemblée générale, à moins de bénéficier du titre de donataire ou d'héritiers d'un actionnaire ou bien d'adjudicataire d'actions vendues sur saisie.

De cette manière, on arrive à considérer la cessibilité des actions comme n'étant pas de l'essence des sociétés anonymes et dès lors

(1) WAHL, *Précis théorique et pratique de droit commercial*, n° 487.

(2) D.04.I.49. Req. 29 oct. 1902.

toute restriction peut devenir licite, soit sous la forme d'une clause, statutaire, voir même sous la forme d'une délibération prise au sein de l'Assemblée générale, mais bien entendu dans les conditions fixées par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867.

Une deuxième clause pouvant aussi être valable et *a fortiori* si la précédente l'est, serait celle soumettant l'action à un droit de préemption, droit que la société pourrait exercer en retirant, des mains de l'acheteur, cette action, à condition, bien entendu, d'en fournir le prix équivalent au vendeur initial (1). Ce droit de préférence sera accordé par les statuts, soit aux actionnaires, soit à des personnes désignées par le Conseil d'administration. Au surplus, on pourra très justement faire la remarque que cette clause ne restreindrait même pas le droit de céder (2). Toutefois, ce genre de stipulation ne saurait aller jusqu'à telle limite où l'on esayerait, par exemple, d'établir une inégalité des droits entre les actions. Les solutions imaginées ainsi par la jurisprudence ne faisaient qu'éviter en une certaine mesure l'insuffisance que présentait pour l'ensemble de la législation des sociétés l'absence d'une loi réglémentant la société à responsabilité limitée. En effet, toutes les formalités prescrites par

(1) THALLER et PERCEROU, n° 603

(2) WAHL, *op. cit.* n° 489.

la loi du 24 juillet 1867 pour les sociétés anonymes, formalités gênantes et coûteuses, restaient en vigueur. On connaît toute leur série, nombre de 7 associés, déclarations notariées, assemblées constitutives, assemblées annuelles obligatoires au cours de l'existence de la société. Est gênante surtout l'obligation légale de grouper les 7 actionnaires et, au surplus, même dangereuse, pouvant donner naissance à des fraudes de la part de ceux qui, voulant transformer une entreprise en une société en vue de bénéficier de la limitation des risques, feraient, dans ce but, appel à des amis, à des associés de complaisance, en vue d'arriver au chiffre de 7, réclamé par la loi.

Cependant, quoiqu'il en soit, cet effort de la jurisprudence, malgré que non à l'abri de critiques au point de vue juridique, tendait, en assouplissant la société anonyme, à rendre moins sensible l'absence d'une loi sur la société à responsabilité limitée. Et pour reparler du caractère de l'action, seule la transmissibilité à cause de mort serait vraiment alors de son essence.

Les sociétés anonymes se sont davantage rapprochées de nos actuelles sociétés à responsabilité limitée au point de vue de l'administration. Les administrateurs des sociétés anonymes sont des mandataires de la société, engageant cette dernière en vertu de leurs actes,

bien entendu à condition que ces derniers ne dépassent pas la limite de leurs pouvoirs. Or, on sait que dans les sociétés anonymes — et nous en reparlerons d'ailleurs plus loin — les pouvoirs des administrateurs ne sont pas déterminés par un texte législatif et qu'en réalité ce soin est laissé, dans la pratique, aux statuts, qui, eux, du moins, ne manqueront jamais de les déterminer avec précision. C'est seulement dans l'absence de dispositions statutaires définissant la valeur possible de l'activité des administrateurs que, la loi ne nous renseignant pas, on s'adressera aux principes généraux gouvernant le mandat, d'après lesquels le pouvoir d'obliger la société, concédé aux administrateurs, sera forcément limité au mandat même. En fait, les statuts sont suffisamment libéraux en ce qui regarde les pouvoirs qu'ils entendent accorder aux administrateurs. Ces derniers, même, par exemple, dans le cas d'une acquisition à prix exagéré, ne commettraient aucune faute, alors qu'ils ne feraient, dans cette hypothèse, qu'exécuter un mandat formel éventuellement conféré par les statuts.

Les administrateurs peuvent, conformément à l'article 22, alinéa 2, de la loi de 1867, choisir parmi eux des administrateurs-délégués (que la loi appelle directeurs). Ces personnages ne sont pas le directeur général, avec lequel il ne faut point le confondre. Ce der-

nier est une personne chargée de l'ensemble des affaires sociales, « c'est-à-dire, comme le Conseil d'administration, surveille les diverses branches de l'exploitation » et est un mandataire étranger au Conseil, dont les pouvoirs sont autonomes. Enfin, il peut y avoir également dans une société un ou plusieurs directeurs techniques qui dirigent les services, uniquement au point de vue commercial ou industriel, et qui ne sont que simplement des agents d'exécution du Conseil d'administration. En ce qui concerne les possibilités de révocation, on sait que les administrateurs sont révocables. Le directeur général n'est pas un administrateur, mais son mandat est considéré par la jurisprudence comme étant de même caractère; il est, par conséquent, comme les administrateurs et malgré toute clause contraire, révocable par ceux l'ayant nommé. Le directeur technique n'est, lui, qu'un locateur de services et, dès lors, pendant toute la durée de son engagement, il ne peut être révocable sans dommages-intérêts, à l'exception du cas de faute grave permettant la résolution du contrat au sens de l'article 1184, Code civil. Dans le cas de non indication de durée, on suivra les normes fixées pour cette hypothèse par l'article 1780, Code civil.

Toutefois, en ce qui concerne le directeur général, ce dernier, souvent, se fait qualifier

de directeur technique, et cela peut arriver en pratique, étant donné l'influence que ces sortes de personnes exercent parfois sur la société, en raison de services importants. Cela pourrait arriver, par exemple, dans le cas de transformation d'une entreprise privée en société anonyme et lorsqu'il ne veut garder ni les intérêts d'un actionnaire et ni prendre la responsabilité d'un administrateur. Le but qu'il poursuivrait serait d'échapper à la révocabilité *ad nutum* et de bénéficier des solutions appliquées au directeur technique selon les articles 1184 et 1780, Code civil.

Cependant, il apparaît que, dans cette hypothèse, il n'y aurait pas d'incompatibilité entre les deux fonctions, qui peuvent se confondre entre elles.

Le directeur général est considéré, donc, comme étant révocable, par la jurisprudence, et cette solution est bonne pour inciter ce personnage à s'occuper avec attention d'une bonne gestion; cependant, nous dit-on, « cette solution est difficile à concilier avec les principes du mandat » (1).

Petit à petit, on s'acheminait vers la société à responsabilité limitée dont tout devait inciter le législateur à en adopter la forme. Au

(1) WAHL, *Précis théorique et pratique de droit commercial*, n° 781.

surplus, argument suprême, l'Alsace-Lorraine revenait à la mère-patrie, la France, et l'on sait que cette région connaissait, depuis 1892, la société à responsabilité limitée, sous la forme allemande de la *Gellesschaft mit Beschränkter Haftung*. La nécessité de l'unification législative devait accélérer l'adoption d'un pareil projet de loi.

La nouvelle loi du 7 mars 1925 a créé un type nouveau de société, l'ajoutant ainsi à ceux qui nous étaient déjà connus, à la suite des articles 19 et 47 du Code de commerce. Elle autorise la constitution d'une société commerciale composée de deux ou plusieurs associés, susceptibles d'être désignés par une raison sociale, et dont les membres voient leur responsabilité limitée à la mise faite.

Dès lors, ces membres ne sont jamais tenus au delà de cet apport. Les parts sociales de cette société ne sont cessibles qu'à des conditions que la loi détermine spécialement. C'est-à-dire que, si ces parts sont cessibles, cette cession doit faire l'objet d'un contrat écrit qui n'est opposable à la société qu'après signification faite ou acceptation par elle dans un acte notarié (art. 28, al. 1). Au surplus, pour prouver explicitement que les parts de cette société ne sauraient s'identifier avec des actions, il est décidé, par l'article 22, qu'elle ne peuvent être cédées à des tiers qu'avec consentement de la

majorité des associés, majorité qui représente au moins les trois quarts du capital social.

On a soutenu que cette nouvelle société participe — quoique la loi ne nous donne aucune définition à ce sujet — à la fois des sociétés de personne et de celles de capitaux (1).

Responsabilité jusqu'à la concurrence des mises communes, comme dans les sociétés de capitaux, tout en gardant le caractère familial répondant à l'intuitus personne des sociétés de personnes, les associés s'y réunissant en vertu de leurs relations mutuelles et pouvant même faire partie, ce qui sera le plus souvent le cas, d'une même famille, désirant continuer un commerce. La non cessibilité des parts sociales, que sous les conditions formulées par l'article 22 de la loi, est encore un caractère qui les rapproche des sociétés de personnes. Toutefois, étant donné qu'il est plutôt difficile d'attribuer un caractère mixte à une société, quand les types sont bien départagés, nous pencherions, en ce qui nous concerne, pour ranger la société à responsabilité limitée dans les sociétés de personnes. Et ceci, vu la non cessibilité des parts sociales (art. 21 et 22), qui est de l'essence de ces sortes de sociétés.

Cependant, malgré certaines ressemblances, ces nouvelles sociétés présentent des avantages,

(1) PIC et BARATIN, *op. cit.*, p. 150.

par rapport, tant aux sociétés en nom collectif, qu'à celles en commandite simple et ceci étant donné leur risque limité. « Elles évitent le risque sans limite de la fortune personnelle », nous dit le rapporteur du projet de loi devant la Chambre.

Avantageuses, elles le sont aussi par rapport aux sociétés anonymes, tant par le caractère familial de l'entreprise que par un ensemble de formalités plus simples, mais le désavantage, faisant ici contrepoids, serait celui d'un capital aussi peu mobile que dans les sociétés de personnes.

Leur domaine d'application pourra se composer des groupements de petite ou de moyenne importance. Et ceci serait encore un des motifs ayant présidé à leur introduction, étant donné l'intérêt que l'on doit porter à ces sociétés de moyenne ou de petite importance. Elles ont toujours représenté une proportion plus importante qu'on ne se l' imagine, car, à la veille de la guerre, 2/3 des sociétés anonymes constituées n'avaient point de capital de fondation supérieur à 300.000 francs. Nous pourrions trouver, par exemple, des sociétés de famille, des sociétés entre patrons et employés, enfin toutes sortes de groupements sociaux de ce genre où l'élément personnel est appelé à jouer un rôle prépondérant. Cependant, il apparaît que, depuis la promulgation de loi de 1925,

elles semblent intéresser tout autant les groupements de grande importance et des sociétés à capitaux sensiblement importants ont choisi aussi cette forme à responsabilité limitée. Elles s'affirmeront, comme l'a dit, devant le Sénat, M. Eccard, dans tous les domaines, et, en fait, elles n'ont pas tardé à justifier cet optimisme par le grand essor pris depuis que la loi autorise leur fonctionnement.

Cependant, les sociétés à responsabilité limitée créées par la loi de 1925, présentent un intérêt — et surtout en ce qui concerne l'étude que nous nous sommes proposé d'entreprendre ici — au point de vue plus particulier de leur gestion.

C'est l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 qui s'occupe de la question du fonctionnement de la société à responsabilité limitée au point de vue de leur gestion. ELLE est gérée par un ou plusieurs mandataires, associés ou non associés (ce qui présente, comme nous le verrons, son importance), salariés ou gratuits. Signalons que l'expression « gérer », ainsi que le mot « gérant » doivent leur introduction dans le texte de la loi de 1925, à la société d'études législatives, en remplacement du mot « administrateur » qui se trouvait dans le projet de loi primitif, et ceci, comme on le sait, à la différence du texte de l'article 22 de la loi du 24 juillet 1867, où il est dit, en effet, que les

sociétés sont administrées. Il a paru, nous dit-on, que l'expression d' « administrateur » devait « être réservée aux membres du conseil ou collège investi de fonctions délibératives » (1).

Une raison particulière pour laquelle il semble qu'on ait autorisé de prendre le ou les gérants, même en dehors du groupe des associés, paraît être probablement la nécessité où peut se trouver une société de famille, tel que sera, assez souvent, le caractère de ces groupements sociaux, privée par décès de son fondateur, de pouvoir faire appel à une personne étrangère à la société, qui continuerait à diriger les affaires sociales, et cela avec une compétence pouvant faire défaut aux associés. Cette personne compétente, et qui pourra même gérer seulement jusqu'à ce que l'un des fils parvienne en âge d'expérience, sera parfois un vieil employé de la maison, qui ne fasse pas partie, dès lors, du groupe des associés. Cependant, c'est la considération spéciale aux petits groupements d'associés, car toute société a droit à faire appel à des personnes étrangères, en vue de leur confier la gestion des affaires sociales.

En ce qui concerne la capacité des gérants, nous nous bornerons à dire qu'étant manda-

(1) LEPARGNEUR, *op. cit.*, p. 51.

taires, c'est la capacité requise à ces derniers qui leur est nécessaire, et conformément à l'article 1990 du Code civil.

Ce même article 24 de la loi du 7 mars 1925, nous apprend que les gérants sont nommés par les associés, soit dans l'acte de société, même, soit dans un acte postérieur, pour un temps limité ou sans limitation de durée. Au sujet de la question, pouvant éventuellement se poser, de savoir qui gérera les affaires sociales jusqu'à ce que l'on procède valablement à la désignation du gérant, il apparaît que, par application de l'article 1859 du Code civil, les associés se donnent mutuellement un mandat. C'est du moins ce que l'on peut déduire de ce que nous laisse entendre à ce sujet le rapporteur du projet de loi devant le Sénat (1).

Au cas, où les statuts n'ont pas procédé à la désignation du gérant, ce dernier pourra être nommé postérieurement par un nombre d'associés représentant les trois quarts du capital social, ainsi que l'exige l'article 31 de la loi du 7 mars 1925, lorsqu'il nous dit que toutes les modifications dans les statuts sont décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social, et cela, bien entendu, sous la réserve d'une stipulation contraire des statuts.

(1) *J. Officiel*, 18 févr. 1925, Débats Sénat, p. 121.

Au sujet de la durée de leurs fonctions, il apparaît que les gérants sont nommés, soit pour un temps dont la durée a été préalablement fixée, soit sans limitation de durée. La dernière hypothèse contrevient à la règle admise pour les sociétés anonymes « où il importait de protéger particulièrement les actionnaires recrutés surtout dans le public, mais cette considération n'est plus de mise dans une société intime qui ne fait aucun appel au public, et où, par conséquent, les gérants sont généralement bien connus des associés » (1).

En ce qui concerne la cessation de leurs fonctions, ainsi que nous l'indique l'article 2003, Code civil, en matière de mandat, elles prennent fin par la mort, la déconfiture, l'interdiction ou bien la mise en faillite. Bien entendu, ces fonctions ne continueront plus à subsister à partir du moment de la dissolution de la société. Nous parlerons spécialement, dans une autre partie de cette étude, du problème de la révocation des gérants. Cependant, dès maintenant, nous pouvons dire que l'article 24, alinéa 3, de la loi du 7 mars 1925, crée une situation nouvelle, en ce qui concerne la révocation des gérants, en ne faisant, tout d'abord, plus la différence entre le gérant statutaire et celui nommé par un acte postérieur, différence qui

(1) LEPARGNEUR, *op. cit.*, p. 53.

était faite dans les sociétés ordinaires. La révocation n'est autorisée, dans les deux situations, que pour des causes légitimes. Cette innovation bien importante aboutit, en pratique, à une irrévocabilité non seulement de fait, mais même de droit des gérants des nouvelles sociétés. Cette mesure présente une singulière gravité, car, ainsi que nous l'avons indiqué, la loi autorise les associés, d'une manière formelle, à prendre ces gérants en dehors même du groupe des associés. Il est aisé de se rendre compte que cette solution ne sera pas sans danger, et d'autant plus que les membres de ces sociétés, souvent à caractère familial, pourront manquer parfois de la perspicacité des gens rompus aux affaires, surtout en ce qui concerne le choix des personnes à qui elles entendent confier la gestion de leur entreprise sociale.

Solution d'autant plus grave que — et en ceci les sociétés que la loi du 7 mars 1925 vient de créer présentent un intérêt primordial, — le texte de l'article 24 a entendu accorder aux gérants des sociétés à responsabilité limitée des pouvoirs considérables. Il nous est dit, en effet, « que, sauf stipulation contraire des statuts, ils (les gérants) ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, en toute circonstance », et la loi ajoute d'ailleurs, dans le texte du même article, que « toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans

effet à l'égard des tiers ». La loi crée ici une inopposabilité qui est de nature, selon, du moins, l'opinion prédominante jusqu'à ce jour en doctrine, à contrebalancer et même à annuler l'effet de l'autorisation de clause contraire, que nous trouvons placée au début du texte de l'article 24 et représentée par les mots « sauf stipulation contraire des statuts ». Cette possibilité que semblait laisser la loi aux associés, de se garantir, par une simple clause contraire, de l'excès de pouvoir du gérant, semble, dès lors, ne plus avoir d'effet qu'entre les associés et le gérant, et à l'intérieur seulement du groupe social. Dès lors, étant donné, d'une part, l'irrévocabilité dont bénéficient ces gérants de par le texte de la loi et, d'autre part, la très importante puissance que ce même texte législatif leur octroie, il importe de déterminer quelle est, en réalité, l'étendue de ces pouvoirs, quelles peuvent être les dérogations que, soit à l'aide des statuts, soit au moyen des conventions, les associés peuvent apporter et, finalement aussi, quels sont les moyens de contrôle que les associés et, éventuellement, les tribunaux, possèdent sur ces pouvoirs. Nous tirerons ensuite la conclusion qui nous semblera résulter, après l'étude de l'aspect de ces différentes questions.

CHAPITRE PREMIER

POUVOIRS LEGAUX DES GERANTS

Nous avons vu que c'est l'article 24 de la nouvelle loi qui réglemente les pouvoirs des gérans. Examinons un peu, avant d'entrer dans l'étude de la loi, pour voir de quelle manière elle détermine ces pouvoirs, quelle est la situation des gérants et des administrateurs, dans les autres sociétés réglementées jusqu'à ce jour par le droit commercial.

Tout d'abord, quels sont les pouvoirs des administrateurs dans les sociétés anonymes ? Le problème y est net. En vérité, en ce qui concerne l'administration des sociétés anonymes, la loi se résume en deux propositions, au point de vue théorique. Tout d'abord, la loi ne réglementant, d'aucune manière, le problème de l'administration, cette charge est laissée aux soins des parties. Ces dernières sont pleinement maîtresses de fixer à leur intention la valeur qu'elles entendent assigner à ces pou-

voirs d'administration. En d'autres termes, ce soin étant laissé aux statuts, ces derniers ne manqueront pas, le plus souvent, de les fixer. Il ne reste plus que l'hypothèse rare, cependant, où les statuts auraient omis de procéder à cette dénomination. On connaîtra alors ce que peuvent être ces pouvoirs en partant de la triple idée : *a*) que les administrateurs sont mandataires; *b*) que ce mandat est général, et *c*) que les administrateurs ne peuvent donc faire que les actes d'administration auquel ce mandat est restreint, de par le texte même de l'article 1988, Code civil, selon lequel le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que « les actes d'administration » (1).

Cependant, on a dit que, quoique ces pouvoirs étaient généralement envisagés, comme étant équivalents à ceux d'un mandataire général, ils ne pourraient, toutefois, se déterminer que, non pas en relation avec les pouvoirs d'un mandataire général, mais par l'examen, plutôt, du but en vue duquel la société est créée. Par conséquent, ces pouvoirs seraient tantôt plus étendus et tantôt moins étendus que ceux appartenant à un mandataire général, et ceci serait en rapport direct avec la nature des opérations de la société dirigée par cet administrateur.

(1) WAHL, *Précis*, n° 785.

La conclusion serait donc qu'il est malaisé de fixer d'une manière abstraite la teneur de ces pouvoirs, lesquels, par contre, seront concrètement établis en suivant, selon chaque société, le but particulier en vue duquel elle a été créée.

Cela n'empêche pas, bien entendu, l'existence des principes généraux suivant lesquels les administrateurs ne sont pas en mesure de transiger, la transaction n'étant que l'aliénation d'un droit appartenant à la société, ou bien, même, la reconnaissance qu'un droit n'appartient pas à la société. Ils ne pourront également pas réaliser des emprunts hypothécaires, car l'hypothèque ne peut être consentie que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les immeubles (art. 2124, Code civil). De même, ils ne peuvent donner en nantissement le fonds de commerce.

Cependant, tout ce que nous venons de dire n'aura d'application que dans le silence complet des statuts. « En fait, les statuts indiquent toujours les pouvoirs des administrateurs (1) », et même il paraît qu'ils procèdent, le plus souvent, « par une longue énumération » qui apparaît très justement comme inutile au cas où ils ajouteraient qu'elle n'est pas limitative et risquerait même de provoquer la

(1) WAHL, *op. cit.*, n° 786.

confusion, au cas où ils déclareraient « que le conseil a les pouvoirs les plus étendus des gérants » des sociétés en nom collectif », puisque les pouvoirs des gérants sont eux-mêmes assez vagues ».

Quelle est la valeur des pouvoirs des gérants dans les sociétés de personnes ?

Les gérants des sociétés de personnes sont mandataires dans le sens même qu'entend donner au terme de mandat, l'article 1984 du Code civil — leurs pouvoirs seront, le plus souvent, fixés par les statuts, lesquels pourront, ou bien les étendre, ou bien les restreindre une clause de ce genre, étant dûment publiée, se trouve être valable à l'égard des tiers.

Cependant, dans l'hypothèse du silence des statuts, il est admis qu'il entre dans leur pouvoir de faire tous les actes d'administration, et non seulement ces derniers, mais aussi, bien entendu, tout ce qui pourrait être nécessaire en vue d'assurer le bon fonctionnement de la société. Ils ont les pouvoirs d'un mandataire général (art. 1998, Code civil). En règle générale, il entre dans leur pouvoir d'accomplir tous les actes se rattachant au but même de la société. Il ne leur sera pas permis de transiger, ni de compromettre — pas plus qu'ils ne pourraient vendre des immeubles, à moins que cette opération ne rentre dans l'objet de la société. Ils ne pourront pareillement constituer

des hypothèques, ce qui paraît ressortir de l'article 69 que la loi du 1^{er} août 1893 a ajouté à la loi du 24 juillet 1867. En effet, cet article n'autorise la constitution d'hypothèques qu'en vertu de pouvoirs résultant de l'acte de formation de la société (1). Mais tous les actes d'administration leur restent permis, tels qu'achat de matériel et de marchandises, vente de marchandises, engagement et révocation du personnel, signature d'effets, précis et emprunts. Un mandat spécial est nécessaire pour les autres opérations. En ce qui concerne les actes que le gérant pourrait faire en dehors de ses pouvoirs, quand ils sont déterminés, le consentement unanime des associés est nécessaire. Il s'agirait d'un nouveau contrat ou d'une modification au contrat ayant fixé ces pouvoirs, et l'unanimité est nécessaire. Toutefois, une majorité peut parfois suffire, si les statuts s'en contentent.

Ainsi, la loi a laissé le soin, tant dans les sociétés anonymes que dans les sociétés de personnes, aux statuts, de déterminer les pouvoirs de ceux qui seront appelés à administrer ou bien gérer ces sociétés. Les statuts pourront cependant, éventuellement, ne contenir aucune clause explicative, mais les pouvoirs n'en seront pas moins limités pour cela, ainsi que

(1) WAHL, *op. cit.*, n° 595.

nous l'avons vu. Toute autre est la situation que la loi a créé en ce qui concerne les pouvoirs des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée.

Dans la loi du 7 mars 1925, nous nous trouvons en présence d'un texte qui semble déroger aux principes des articles 1984 et suivants du Code civil. Juridiquement, les gérants de toutes sociétés sont des mandataires au sens où l'entendent les articles nommés du Code civil. Nous savons que le mandat peut être général ou bien spécial, c'est-à-dire établi en vue d'une opération déterminée. L'article 1988, Code civil, nous enseigne que le mandat général n'embrasse que les actes d'administration, avec exclusion, par conséquent, du droit d'aliéner et de celui d'hypothéquer. Malgré une certaine difficulté de distinction pratique entre les actes d'administration et les actes de disposition, on voit nettement que, pour les gérants des sociétés ordinaires, il existe une certaine catégorie d'actes dépassant le caractère essentiel du mandat général, tel qu'il se trouve formulé par l'article 1988, Code civil.

Or, l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 s'éloigne de cet état de choses et nous dit que le gérant des sociétés à responsabilité limitée peut tout faire et, comme pour renforcer apparemment cette déclaration de puissance, on ajoute que cela aura lieu « en toutes circons-

tances ». La loi a donc entendu, pour un motif quelconque, abandonner en l'occurrence le principe établi par l'article 1988, Code civil, pour les gérants des sociétés ordinaires. La conséquence en est que les pouvoirs des gérants des sociétés à responsabilité limitée sont des plus étendus, puisqu'ils dépassent la limite fixée à un mandataire général. Leur limite de puissance ne sera donc plus celle du cadre des actes d'administration. On a même pu dire que le gérant revêt ainsi en quelque sorte la personnalité de la société, et est substitué, sans réserve, à elle, pour sa gestion et son administration.

Le problème étant ainsi posé — et si, par ailleurs, cette règle ne comporte aucune sorte de réserve, ou bien s'il n'existe aucune modalité d'atténuation possible — on est obligé de conclure, dès lors, que le gérant est capable de faire tout ce qui, de par l'article 1988, Code civil, semblait lui être interdit. Il peut, par conséquent, ce gérant, hypothéquer et pareillement, même, aliéner les immeubles sociaux. L'ensemble de la doctrine, lui reconnaissant une plénitude de pouvoirs, sans distinction, s'est forcément rallié à ce point de vue.

Toutefois, signalons une opinion actuellement isolée en doctrine, d'après laquelle les emprunts, hypothèques ou aliénations d'immeubles sociaux n'entrant pas dans les pou-

voirs des gérants des sociétés ordinaires, sont également, « à défaut d'une spécification formelle de la loi, interdit aux gérants des sociétés à responsabilité limitée » (1). Le motif invoqué par cet auteur est que nous avons affaire, dans ce cas, à des dispositions, et que, si la loi a entendu accorder aux gérants les pouvoirs les plus étendus, c'est « en leur qualité de gérant, c'est-à-dire d'administrateur ». Il semble pourtant difficile de ne pas accéder à la double affirmation de puissance par laquelle le nouveau texte législatif investit les gérants des sociétés à responsabilité limitée.

A la lecture d'un texte tellement net dans les expressions qu'il emploie, il semblerait que rien, jusqu'à présent, ne puisse entraver les pouvoirs dont disposent les gérants. Cependant, on est obligé d'admettre qu'ils ne peuvent les exercer, ces pouvoirs, que dans les limites déterminées par l'objet social. Dès lors, ils pourront faire tous les actes se rapportant à l'objet de la société, c'est-à-dire au but qu'elle poursuit, sans possibilité, pour eux, de se livrer à des actes dépassant les limites de cet objet. Ils peuvent — nous dit-on — réaliser tous les actes juridiques compatibles avec l'objet social et n'emportant pas modification des statuts (2). Dès lors, il ne reste plus qu'à voir ce qui leur

(1) GAIN, *Les sociétés à responsabilité limitée*.

(2) LÉPARGNEUR, *op. cit.*, p. 60.

est impossible à réaliser, conséquemment à cette limite établie.

Il leur serait, par conséquent, interdit :

a) De modifier l'objet de la société, ou d'apporter à son mode de fonctionnement des modifications rentrant dans le cadre de l'Assemblée générale.

b) De passer des accords susceptibles d'entraîner la dissolution anticipée du pacte social.

c) De disposer à titre gratuit (avec, toutefois, une exception dont nous reparlerons, et qui est, à savoir, celle des gratifications).

d) D'aliéner à titre onéreux l'ensemble du patrimoine social ou l'ensemble des immeubles sociaux, une telle opération entraînerait la dissolution de la société elle-même, chose que seule la collectivité des associés peut avoir qualité de décider (1). Il est donc tant vraisemblable que logique, que le gérant d'une société à responsabilité limitée ne puisse agir que dans les limites de l'objet social. Ainsi, par exemple, le gérant d'une société ayant pour commerce les denrées alimentaires ne pourra, à juste titre d'ailleurs, se livrer à l'achat ou bien à la vente des immeubles (2). D'autre part, nous savons que les tiers auront connaissance de ce qu'est l'objet social par la publica-

(1) PIC et BARATIN, *op. cit.*, p. 343.

(2) WAHL, *Journal des Sociétés*, 1926, p. 194.

tion des statuts. Cependant, ici, se place, très justement, la remarque faite par M. Wahl. En effet, on doit reconnaître que le texte même de la loi de 1925 nous oblige à suivre un point de vue différent. On a dit que le gérant peut tout faire et il est difficile d'atténuer une affirmation aussi nette et aussi absolue. On est alors obligé de se demander si, par l'expression qui a été introduite dans la loi, l'on n'a pas voulu entendre que les tiers n'ont pas à connaître les statuts en ce qui concerne l'objet de la société, étant donné qu'ils se trouvent devant un gérant ayant des pleins pouvoirs, législativement reconnus et consacrés. Les gérants apparaissent, en quelque sorte, comme des propriétaires ayant un patrimoine propre et, par rapport aux tiers, sont, de par le pouvoir que leur accorde le texte législatif, dans la situation d'un commerçant ayant à traiter avec ce tiers à propos des biens sociaux, presque comme si ces biens sociaux se trouvaient être leur propre fonds de commerce. « Il est impossible de ne pas être impressionné », nous dit M. Wahl (1). On a présenté comme objection à cette hypothèse (2) qu'il paraît impossible de faire supporter les conséquences d'actes ne rentrant pas dans son objet à la société, alors qu'elle a publié des statuts. D'autre part, nous dit-on, ces

(1) *Journal des Sociétés*, p. 195.

(2) DROUETS, *op. cit.*, p. 280.

statuts contiennent une clause régissant l'objet de la société. Les tiers doivent être réputés avoir pris connaissance de cette publication et, par celà, ils se trouvent logiquement amenés aussi à connaître le but poursuivi par le groupement social. M. Drouets invoque, à l'appui de sa thèse, l'article 14 de la loi du 7 mars 1925, lequel article a trait au dépôt de l'extrait de l'acte constitutif, et l'article 17 de cette même loi, exigeant le dépôt et la publication des modifications apportées aux statuts, ainsi que tout changement d'associés. Mais comment suivre fidèlement la prescription de l'article 14 de la loi, exigeant qu'un extrait soit inséré dans un journal d'annonces légales, en indiquant « les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société », si l'acte constitutif n'a pas indiqué, comme il lui en est laissé d'ailleurs pleine liberté, les premiers gérants de la société ? Au surplus — nous nous permettrons de faire une simple remarque — pourquoi, dans ce même article 14, trouvons-nous, à la suite du mot « gérer », celui « d'administrer » dont il semble que l'on avait décidé, dans la Commission de la Chambre, l'écartement en ce qui concerne la loi du 7 mars 1925, mais qui aurait pu y figurer aussi. Comme nous le fait remarquer, d'ailleurs, M. Lepargneur (1), l'article 14 n'est que la

(1) *Op. cit.*, p. 100.

reproduction de l'article 57 de la loi du 24 juillet 1867. Il est évident que la loi du 7 mars 1925 ne pouvait point ne pas parler de la publication des statuts, mais il semble aussi que, quant aux pouvoirs que cette loi a voulu accorder aux gérants s'occupant des affaires sociales, il apparaît qu'elle a entendu dispenser les tiers d'en vérifier encore l'importance ou le degré de puissance, au moyen de la lecture des statuts.

Et les mots « tous les pouvoirs », auxquels s'ajoutent, dans la suite du texte : « en toutes circonstances, n'équivalent-ils pas, dans l'esprit du législateur, à une dispense de vérification supplémentaire dans les statuts ? Ce pourrait, au demeurant même, être un des motifs ayant décidé la loi à décréter cette sorte d'omnipotence.

Un autre problème tout aussi délicat se pose, et c'est celui ayant trait aux réserves légales dans les sociétés à responsabilité limitée. On sait ce que sont les réserves dans les sociétés anonymes et comment elles doivent obligatoirement être d'au moins, quand il y a lieu, un vingtième des bénéfices nets annuellement. Elles sont déterminées par l'article 36 de la loi du 24 juillet 1867. L'expression « au moins », employée par le texte législatif, indique que le taux de cette réserve peut même être plus élevé. Mais elle cessera d'être obligatoire lors-

que le fonds social a atteint le dixième du capital social.

Dans les sociétés à responsabilité limitée, nous trouvons prévue la même réserve que celle existant dans les sociétés anonymes. Il y aura lieu également, parfois, à des réserves supplémentaires. Ceci est d'autant plus logiquement possible, que nombre de ces sociétés ne seront vraisemblablement que des sociétés anonymes s'étant transformées lors de l'apparition de la loi du 7 mars 1925, en sociétés à responsabilité limitée. Or, le placement de ces réserves entre dans les attributions et les pouvoirs des gérants et ceci est vrai, non seulement pour ces sociétés à caractère spécial, au point de vue de la largesse avec laquelle sont prévus les pouvoirs des gérants par la loi, mais aussi même pour les groupements sociaux, où les personnes chargées de la gestion voyaient leur champ d'action plus restrictivement défini. Et même il semble que nous n'ayons à faire là qu'à un simple acte d'administration.

Et alors, si ce gérant peut placer ces réserves comme bon lui semble, il sera difficile de distinguer, au moment où il effectuera cette opération, si elle rentre dans le cadre que limite l'objet social. Au surplus, cette distinction ne présenterait d'intérêt important que pour les tiers, ce qui les amènerait à examiner

si réellement le but social n'est pas outrepassé. Or, il apparaît que c'est justement ce qu'on a entendu leur éviter, si l'on admet le point de vue selon lequel l'omnipotence accordée par la loi est en partie motivée par cette considération. Comment les tiers pourraient-ils faire de distinction possible, en effet, sans un examen attentif des pouvoirs des gérants.

Cependant, une limite s'impose quand même à ces pouvoirs si importants accordés par la loi. Le gérant, en effet, ne pourra aller jusqu'à faire des libéralités, et ceci au détriment de la société. C'est là, sans doute, un acte sortant du cadre des opérations limitées par un objet social et même contraire au but de toute société dont l'article 1382, Code civil, nous signale, comme motif de réunion d'associés, celui de partager le bénéfice qui pourra en résulter éventuellement. Les tiers, bien entendu, ne pourraient invoquer l'ignorance, en recevant ces libéralités.

Il ne sera plus nécessaire, dès lors, de consulter les statuts de la société, pour savoir si une opération de cette sorte peut rentrer dans les limites de l'objet social.

Mais il existera, toutefois, une certaine catégorie de libéralités, laquelle, de toute évidence, échappera à cette interdiction. Cette catégorie est formée par les gratifications. Les gratifications sont non seulement nécessaires, mais

même imposées parfois, dans la pratique, par le besoin de mener à bien les entreprises sociales dirigées par une administration digne de ce nom. Mais que faut-il entendre exactement par gratifications ? Le plus souvent, ce sont des rémunérations apportées à des services plus ou moins importants rendus par différentes personnes à la société. Dès lors, elles ne semblent pas dépasser la limite logique des pouvoirs légaux accordés aux gérants des sociétés à responsabilité limitée.

Cependant, un problème délicat se pose quand même à ce sujet. En effet, comment savoir si, en réalité, sous un motif qui pourra n'être le plus souvent qu'apparent, ces gratifications ne servent pas, en réalité, à déguiser des libéralités envers les tiers ? Distinction qui ne sera pas toujours facile à faire dans la pratique. Quel est, en effet, le critérium à l'aide duquel on pourra établir une démarcation exacte ?

M. Drouets nous dit que ce seront les juges du fait qui, en cas de contestation éventuelle, seront appelés à décider si l'on se trouve en présence d'une véritable libéralité interdite aux gérants, ou bien d'une simple gratification n'excédant pas les pouvoirs légaux de ces mêmes gérants. (1).

(1) *Op. cit.*, p. 279.

Pratiquement, cependant, les choses pourraient se passer d'une façon différente. Il peut arriver, en effet, que les tribunaux n'aient même pas l'occasion de statuer au sujet des libéralités et en ce qui concerne les gratifications, il sera toujours malaisé de pouvoir les étudier d'une façon approfondie, en vue de reconnaître si une libéralité n'en a pas emprunté le masque. Toutefois, bien qu'imposées par les usages et les convenances, ces gratifications ne pourront être que modiques. S'il y a collusion entre la gérance et ses tiers bénéficiaires, bien heureusement pour l'entreprise sociale, il ne pourrait en résulter un préjudice trop important.

Ayant le pouvoir de donner en nantissement le fonds de commerce et d'hypothéquer l'ensemble du patrimoine social, les gérants des sociétés à responsabilité limitée ont pareillement celui d'acheter des meubles et des immeubles. Un nouveau problème, dont la solution est assez difficile, se pose dans ce cas (1).

Nous avons dit que les gérants peuvent vendre les biens mobiliers et immobiliers. Or, il peut se trouver que ces biens mobiliers et immobiliers forment le fonds même de l'exploitation sociale. Cette vente peut être partielle seulement, mais elle peut être également pro-

(1) WAHL, *Journal des Sociétés*, p. 197.

gressive, et ceci peut même amener, à un moment donné, la dissolution de la société. Or, c'est là un domaine de fait dépassant le cadre de compétence, que les gérants ont, de par leurs pouvoirs. Ils ne peuvent, en effet, apporter aucun changement concernant les statuts de la société. L'article 31 de la loi du 7 mars 1925 est bien net à ce sujet, en disant que « toutes autres modifications dans les statuts, sauf stipulation contraire, sont décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social ».

La dissolution de la société entre dans le cadre de ces modifications dans les statuts. Cependant, et voilà où cette question se présente, sous un aspect délicat, c'est au gérant même de la société qu'incombe la charge de consulter les associés. Ceci, soit en vue d'une dissolution, soit pour le cas où cette dissolution aurait déjà lieu en fait. Ce que nous venons de dire est exact en matière de dissolution, où il y aurait — cela est hors de doute — lieu à consultation des associés. Toutefois, M. Wahl, nous fait remarquer que dissoudre diffère de vendre. Or, cette vente, qui ne pourrait tout d'abord qu'affecter une partie du capital social, peut cependant, se poursuivant d'une manière progressive, arriver jusqu'à un point équivalant à la disparition totale du fonds social. Il se peut fort bien qu'entre temps

l'attention des tiers n'ait pas été éveillée. Le gérant ne manquera certainement pas de faire appel à la consultation, prévue par la loi, des autres associés, mais ce sera alors simplement, peut-être, pour reconnaître la dissolution de la société, ou bien son éventualité par disparition d'actif ou extinction d'objet. Pendant tout ce temps, les tiers seront dans l'impossibilité de se méfier et de se rendre compte parfaitement de l'opération réelle qu'exécute le gérant.

Nous voyons ainsi jusqu'à quelle limite peuvent aller les pouvoirs des gérants des sociétés à responsabilité limitée. Nous parlerons plus loin des dangers qui peuvent en résulter.

Ce que nous venons de dire au sujet des pouvoirs des gérants des sociétés à responsabilité limitée s'applique tout aussi bien dans cette hypothèse, c'est-à-dire celle où nous nous trouverions en présence d'un seul gérant s'occupant de l'ensemble des affaires sociales, que dans celle où nous aurions affaire à une pluralité de gérants.

Il peut arriver, en effet, que la gestion de la société soit confiée à plusieurs personnes et même à tous les associés. Par exemple, dans l'hypothèse où il n'y aurait pas eu de désignation de gérant, chaque associé pourra faire, à lui seul, les actes de gestion, ceci, bien entendu, sans stipulation contraire et sous la réserve du

droit d'opposition que conserve chacun des autres associés. Le gérant peut ne pas être désigné par l'acte constitutif de la société; cela est parfaitement possible, car il reste un délai d'un mois à partir de la constitution de la société, dans lequel les associés pourront pourvoir à cette désignation. Ce délai est, en effet, celui qui est assigné à la société pour la publication de l'extrait de l'acte de société, et cet extrait doit nécessairement comprendre, ainsi que l'exige l'article 14 de la loi du 7 mars 1925, le nom des personnes « autorisées à gérer, administrer et signer pour la société ».

Il apparaît que, dans cette hypothèse, nous devons nous rallier aux paroles prononcées par le rapporteur du projet de loi en séance du Sénat, qui nous dit que: « Supposons qu'ils (les associés) soient quatre et qu'ils ne nomment pas de gérant, ils encourent chacun la responsabilité de la marche de l'affaire dans les conditions légales » (1).

En l'absence de désignation, on applique l'article 1859, Code civil, selon lequel « les associés sont censés s'être donnés réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait est valable même pour la part de ces associés, sans qu'il ait pris leur consentement; sauf le droit qu'ont ces derniers

(1) *Journal Officiel*, 18 fév. 1925, Débats Sénat, p. 121.

ou l'un d'eux de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue ».

Mais il se peut aussi, désignation faite des gérants, et ceci, ainsi que la loi, dans son article 24, l'autorise formellement, que cette gestion soit collective. En effet, la loi, dans son article 24, ne nous dit-elle pas que « les sociétés à responsabilité limitée sont gérées par un ou plusieurs mandataires associés ou non associés ».

Et, cependant, ce cas de gestion collective n'est pas, lui aussi, sans poser un problème d'interprétation délicat. En effet, chacun des gérants a-t-il plein pouvoirs pour agir d'une manière isolée ? Telle est la question qui se pose. La solution s'en rattache, d'une part aux statuts, et d'autre part, à l'article 1857, Code civil.

Les statuts peuvent exprimer d'une façon formelle, la volonté des fondateurs de la société, accordant, dans une disposition spéciale, ce droit particulier. En l'absence de disposition, la situation légale se trouve déterminée par l'article 1857 du Code civil, d'après lequel article, « lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées, ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourrait agir sans l'autre, ils peuvent faire, chacun séparément, des actes de cette administration ». Pothier avait déjà

prévu cette hypothèse, en nous disant que « si cette administration a été partagée entre eux... chacun peut faire les actes qui dépendent de la partie d'administration qui lui a été confiée. Mais si l'administration n'a pas été partagée entre eux, chacun d'eux peut, séparément, et sans l'autre, faire valablement tous les actes qui dépendent de l'administration de la société » (1).

En ce qui concerne la question de savoir si chacun des gérants possède les pleins pouvoirs pour agir isolément, la solution du problème apparaît assez délicate. On nous dit que l'on se prononcera affirmativement dans les deux hypothèses où : *a*) les statuts contiennent un article spécial exprimant cette volonté des fondateurs de la société, et *b*) au cas où les statuts ne contiennent aucune clause explicative de cette nature, également affirmative, par suite de l'application de l'article 1857, Code civil (2). Toutefois, il vaudrait mieux, et c'est ce qui arrivera le plus souvent, que l'acte de société ne manque pas de s'expliquer nettement sur ce point.

Cependant, les statuts peuvent contenir, en ce qui concerne cette question de gérance collective, des clauses limitatives des pouvoirs

(1) *Du contrat de société*, n° 72.

(2) PIC et BARATIN, *op. cit.*, p. 347.

des gérants, et alors un problème important se poserait, soulevé par l'interprétation de l'article 24 de la loi de 1925, et nous en parlerons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

DEROGATIONS AUX POUVOIRS DES GERANTS

L'article 24 de la loi du 7 mars 1925 réserve une possibilité de remédier à tous les dangers susceptibles d'être suscités par la grande largesse avec laquelle sont prévus, dans la loi, les pouvoirs accordés aux gérants des sociétés à responsabilité limitée.

En effet, le texte de l'article 24 consacrant cette sorte d'omnipotence du gérant des nouvelles sociétés, débute, on s'en souvient, par ces mots : « sauf stipulation contraire des statuts ». Nous sommes, par conséquent, en présence d'une règle à caractère quasi absolu, à laquelle, toutefois, les associés sont en mesure, ainsi que le droit leur en est accordé par la loi de déroger au moyen de clauses statutaires. Ces dispositions statutaires, qui ne pourront être que limitatives, car, vu l'ampleur des pouvoirs accordés aux gérants par la loi, on

ne peut plus en concevoir d'extensives, seront en mesure d'atténuer les pouvoirs des gérants. Ces clauses pourront emprunter des aspects différents. Par exemple, il entrera dans la limite de leurs possibilités, le droit d'interdire l'hypothèque ou bien l'aliénation des immeubles sociaux. Elles pourront également empêcher le gérant de transiger, de compromettre ou d'emprunter, ou bien elles ne permettront de passer certains marchés excédant un certain chiffre préalablement fixé. De même, il sera possible de stipuler, qu'en ce qui concerne les actes engageant la société, ils doivent être obligatoirement signés par tous les associés. Une autre clause peut même statutairement disposer que le gérant ne pourra, sans autorisation expresse, faire aucune opération à crédit. Toutes sortes de possibilités seront ainsi envisagées, ayant trait à la restriction d'une puissance que les associés auraient jugée dangereuse d'être librement accordée à certains gérants.

L'introduction de cette disposition, dans le texte de l'article 24 de la loi du 7 mars 1925, contient une dérogation à ce qui était établi et admis jusqu'à présent, en ce qui concerne le problème de la gestion. « Il y a simplement un renversement de la règle adoptée par la loi, ou plutôt par le silence de la loi, pour toutes

les autres catégories de sociétés civiles ou commerciales » (1).

On sait, en effet, et nous avons déjà parlé de cela, que, dans toutes les autres sociétés, les pouvoirs des gérants et des administrateurs sont restreints par la loi. Cependant, les statuts ont toute latitude pour élargir ces pouvoirs légalement limités. Dans les sociétés à responsabilité limitée, nous nous trouvons devant une situation exactement opposée. En effet, la loi nous dit que les pouvoirs des gérants seront aussi complets que possible ; en échange, c'est ici, aux statuts qu'incombe le rôle de modérateur de cette toute puissance, et cela grâce à l'aide de stipulations restrictives.

Quel peut-être le principe ayant présidé à un changement tellement absolu de la situation établie ? Et d'ailleurs, pourquoi ce changement, alors que le système ancien fonctionnait à la satisfaction générale ? (2).

Nous sommes obligés de chercher, dans les travaux préparatoires de la loi, ce qui a bien pu décider le législateur à instaurer ce régime nouveau.

Etudions en détail les paroles prononcées, ainsi que les mots écrits, au sujet de cette loi nouvelle, par le rapporteur du projet devant la Chambre des Députés, M. Manceau. Il nous

(1) WAHL, *J. des Soc.*, p. 198.

(2) WAHL, *Journal des Sociétés*, 1926, p. 199.

attire l'attention, dans son rapport présenté à la séance du 16 novembre 1921, tout d'abord, que la société à responsabilité limitée n'est pas et ne peut pas être une société par actions. Elle est intermédiaire entre la société de personnes et la société de capitaux. Dans ce même rapport, au sujet des modifications ayant parues nécessaires d'être apportées au projet de loi du Gouvernement par la Commission de la Chambre, il nous est dit que « ces modifications ont toujours été dictées par la pensée que les sociétés à responsabilité limitée doivent être, en quelque sorte, des sociétés en nom collectif agrandies et non des sociétés anonymes à forme étriquée, et que l'on devait en faciliter la création ». Et, plus loin encore, toujours dans le même rapport, on nous dit que « l'ensemble des prescriptions n'a rien de limitatif ; il est à admettre que les statuts peuvent disposer de la façon la plus large, à condition, évidemment, de ne pas contrevenir à la loi. Le ou les gérants ont en principe tout le pouvoir exécutif. Et enfin, à l'article 26 du projet, lequel article réglementait primitivement la situation des gérants, le rapporteur nous dit que le projet de loi est muet en ce qui concerne les pouvoirs des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée. « Il laisse le soin de les déterminer aux statuts. »

En effet, voici quel était le texte de l'arti-

cle 26 du projet de loi, tel qu'il fut présenté, le 16 mars 1920, par les ministres du Commerce, des Finances, et le Garde des Sceaux : « Les sociétés à responsabilité limitée sont administrées par un ou plusieurs mandataires, associés ou non associés, salariés ou gratuits. Ils sont nommés par les associés, soit dans l'acte de société, soit dans un acte postérieur, pour un temps limité ou sans limitation de durée. Les administrateurs nommés par l'acte de société ou par un acte postérieur ne sont révocables que pour des causes légitimes. »

Nous voyons, par conséquent, ici, qu'en ce qui concerne les pouvoirs des gérants, qui étaient encore dénommés administrateurs à cette époque, nous sommes loin de l'actuelle situation telle qu'elle découle de la rédaction de l'article correspondant dans la loi de 1925 présentement en vigueur.

Le rapporteur du projet de loi de la Chambre déplorait, d'ailleurs, le silence du texte primitif au sujet des pouvoirs des gérants, et continuait, dans son rapport, par nous faire remarquer la différence avec la loi allemande de 1892 sur la *Gesellschaft mit beschränkter Haftung*, qui, « elle, les détermine ». Et nous trouvons alors, dans le rapport, l'explication possible, ou tout au moins probable, de la rédaction nouvelle de l'article concernant les pouvoirs des gérants. « Votre Commission a

pensé qu'il arriverait souvent que les statuts oublieraient de déterminer ces pouvoirs. Il s'agit, dans l'espèce, de sociétés spéciales ou les gérants feront acte, en quelque sorte, d'associés en nom collectif et, dans ces conditions, il a paru utile de donner aux gérants les pouvoirs les plus étendus. »

En ce qui le concerne, le rapporteur du projet de loi devant le Sénat ne nous fournit pas une explication différente (1). La conclusion est donc que c'est à la Commission du commerce et de l'Industrie de la Chambre seulement, que nous sommes redevables de l'introduction, dans le texte définitif de la loi, de l'actuelle rédaction composant l'article sur les pouvoirs du gérant.

Remarquons que le rapporteur du projet devant la Chambre commence, tout d'abord, par assimiler les gérants des sociétés à responsabilité limitée, aux associés en nom collectif. Et, cependant, cette assimilation peut apparaître comme tant soit peu hasardeuse, car le caractère essentiel de ces gérants est, précisément, de ne pas être des associés en nom collectif (2) et même parfois, ainsi que la loi l'autorise, d'ailleurs, d'une manière formelle, ils peuvent même ne pas être associés du tout. Au surplus, les associés en nom collectif ne

(1) CHAPSAL, *Des sociétés à responsabilité limitée*.

(2) WAHL, *Journal des Sociétés*, p. 199.

peuvent faire que les actes d'administration, sauf stipulation contraire extensive des statuts. Or, nous savons que c'est justement le contraire qui arrive pour les gérants des sociétés à responsabilité limitée. La conclusion serait alors que, si, réellement, ils pourraient être assimilables à des associés en nom collectif, leurs pouvoirs ne s'étendraient que sur les actes d'administration, c'est-à-dire sur tous les actes ordinaires d'exploitation, sous réserve de l'extension possible laissée à la latitude de l'acte de société. Or, le parti contraire ayant été pris par le texte de l'article 24, il nous semble plutôt difficile de dire qu'en ce qui concerne les gérants des sociétés à responsabilité limitée, nous ayons affaire à des associés en nom collectif, dont ils ne sont ni identiques, ni semblables.

Les travaux préparatoires de la loi de 1925, excepté la crainte exprimée par le rapporteur devant la Chambre, à savoir l'oubli possible des statuts, ne nous donnent guère une autre explication du motif ayant déterminé à l'innovation législative de l'article 24.

Cependant, la suite de l'article 24 dément la possibilité que paraissait accorder la loi du 7 mars 1925, d'empêcher, par une disposition statutaire, que les pouvoirs accordés par la loi aux gérants ne deviennent excessifs. En effet, en continuant la lecture de cet article, il nous

est dit que « toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers »).

Jusqu'à ce point de la teneur du texte législatif, la situation apparaissait, quoique nouvelle, bien nette cependant. Certes, les gérants sont tout puissants, grâce à l'innovation de la loi de 1925. Toutefois, cette puissance est susceptible d'être circonscrite par une délimitation spéciale, sous la forme d'une disposition statutaire expresse, toujours possible, au gré et à la volonté des associés, et inséré dans le pacte social. Et voici que la suite du texte nous annonce que cette clause restrictive est inopposable aux tiers.

Quel est le sens et quelle est la portée de cette interdiction ? A-t-on voulu entendre que toute limitation statutaire était, et cela même dans l'hypothèse d'une publication dûment exécutée, sans portée aucune par rapport aux tiers ? Est-ce là le sens définitif de la phrase du texte législatif ?

Pour tous les autres types de sociétés, soit sociétés de personnes, soit société de capitaux, on s'accorde, tant en doctrine que dans la jurisprudence, à admettre que les clauses statutaires limitant les pouvoirs des gérants ou des administrateurs sont opposables aux tiers. On n'exige seulement, pour que cette opposition soit valable, que la condition de la publier,

dans les formes exigées par la loi, à moins toutefois, que les tiers n'en aient eu connaissance d'une autre manière quelconque. Une fois, dûment publiées, les tiers sont présumés connaître tout ce que contiennent les statuts de la société. L'article 24, alinéa 2, semble avoir voulu complètement changer le système qui était en vigueur jusqu'alors. Le sens dudit article est bien net, quoique, nous dit-on, la rédaction en soit « assurément défectueuse » (1).

Il nous reste à examiner les différentes opinions émises au sujet du sens et de la valeur qu'il faut logiquement attribuer à cette partie de texte de l'article 24. La question apparaît comme intéressante, car en admettant le caractère impérieux de la règle, en ce qui concerne les rapports du gérant avec les tiers, il apparaît alors que nous nous trouvons en présence de pouvoirs absolument intangibles. Nous verrons ce qu'il peut advenir, si une hypothèse pareille était vraiment celle trouvant son application. Pour nous éclairer, au sujet de ce problème, commençons, de nouveau, par essayer d'en étudier l'explication possible dans les travaux préparatoires de la loi du 7 mars 1925.

En remontant, aussi loin que possible, en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limi-

(1) PIC, note Dalloz, R. P., 1928, p. 193.

tée, nous trouvons, dans la première proposition de loi tendant à instituer ces sociétés, présentée par MM. Reville et Leredu, le 23 janvier 1919, un article 5, qui nous dit que la société est administrée par un ou plusieurs gérants choisis parmi les associés ou en dehors d'eux. Rien ne nous renseigne, dans la suite de ce projet de loi, sur les pouvoirs que cette proposition législative entendait conférer aux gérants. Il est probable qu'ils étaient dévolus à ces gérants de la même manière que dans les sociétés ordinaires. Par contre, le projet de loi présenté par MM. les ministres du Commerce, des Finances et le Garde des Sceaux, le 16 mars 1920, et amendé, ainsi que nous l'avons vu, par la Commission du commerce et de l'industrie de la Chambre, est précédé d'un rapport annexé au procès-verbal de la séance du 16 novembre 1921, qui nous indique que les changements apportés au projet de loi gouvernemental « ont été inspirés » par les membres de la Commission, en concordance « avec les vœux exprimés par diverses Chambres de commerce ». Il ne nous reste plus, par conséquent, qu'à étudier quels sont ces vœux exprimés par les Chambres de commerce et indiqués comme inspireurs des modifications au projet de loi.

La Chambre de commerce de Strasbourg, qualifiée pour parler, en connaissance de cause,

des sociétés à responsabilité limitée, que l'Alsace-Lorraine connaissait depuis 1892 dans leur forme allemande, présentait un avis favorable sur l'utilité de l'introduction, dans la nouvelle loi sur les sociétés à responsabilité limitée, d'une mesure analogue à celle de l'article 24. A son sens, cette mesure s'imposait en vue d'augmenter le crédit des nouvelles sociétés, car elle donnerait ainsi aux tiers l'assurance que cette société ne pourrait jamais renier ses engagements. « Il nous semble surtout, dit la Chambre de commerce de Strasbourg, dans ses avis et observations sur le projet de loi relatif aux sociétés à responsabilité limitée, indispensable, dans l'intérêt de la sécurité des transactions commerciales, de prévoir une disposition, conformément à laquelle toute limitation contractuelle des pouvoirs des directeurs-gérants, soient sans effet par rapport aux tiers. Ceux-ci doivent être assurée que la société ne pourra jamais renier les engagements pris en son nom par son représentant. » Double idée, par conséquent double motif, l'intérêt des transactions commerciales en général, et l'intérêt des tiers contractants en particulier, qu'il importe de sauvegarder avec efficacité.

La Chambre de commerce de Marseille soutient aussi cette innovation législative. Son argument est que : « la société à responsabilité limitée sera, dans la majorité des cas,

adoptée par des entreprises de moyenne ou de petite importance, dans lesquelles les possibilités d'information des tiers seront, de ce fait, plus difficiles ». Les mêmes motifs de sécurité, nous dit-elle, nous font approuver ce système d'un pouvoir rigide, absolument immuable vis-à-vis des tiers. Sans doute, c'est un devoir élémentaire des tiers de s'informer avant de traiter, mais il ne faut pas perdre de vue que si les sociétés à responsabilité limitée pourront se constituer en vue d'un objet quelconque, elles auront parfois à régler les affaires de grande importance, mais, le plus souvent, s'appliqueront aux petites ou moyennes entreprises, pour lesquelles les possibilités d'information ne seront pas toujours aisées. Et alors, si nous ne voulons pas que l'institution périsse, il faut accumuler au maximum les garanties qu'elle offre aux tiers. La rigidité des pouvoirs des gérants est une de ces garanties. »

Ainsi, même intérêt des tiers, que la Chambre de commerce de Marseille entend également vouloir sauvegarder. Elle exprime, de plus, la crainte que ce qui pourrait réellement constituer le danger pour les tiers, c'est la difficulté ou l'impossibilité de s'informer exactement en ce qui concerne les entreprises de si petite importance.

Ceux-ci sont les vœux les plus importants émis par les Chambres de commerce, au sujet

de l'introduction de cet article 24 dans la loi de 1925.

En ce qui concerne le rapporteur de la loi devant le Sénat, il nous dit que, « dans l'intérêt des transactions commerciales, l'article 24 spécifie seulement que toute limitation contractuelle des pouvoirs du gérant est sans valeur à l'égard des tiers. Il faut, en effet, que ceux-ci soient assurés que les engagements pris au nom de la société par son ou ses gérants ne pourraient jamais être reniés par elle », et un peu plus loin, au sujet, d'ailleurs, de la révocation pour cause légitime, le même rapporteur, devant le Sénat, nous dit « qu'il ne faut pas perdre de vue, ainsi que l'a fait remarquer le rapporteur de la Commission de la Chambre, que la société à responsabilité limitée est un groupement restreint, à forme familiale, où il est bon qu'une autorité plus grande soit donnée aux gérants, qui sera souvent le père de famille ».

L'idée qui domine, par conséquent, ces divers travaux préparatoires de la loi de 1925, est l'intérêt des tiers.

La formule de l'article 1924 de la loi du 7 mars 1925 a été, nous a-t-on dit, presque textuellement empruntée au droit allemand (1). Quelle est cette formule inspiratrice ? En l'oc-

(1) Prc, note Dalloz, p. 193.

currence, c'est le paragraphe 37-8 de la loi allemande du 29 avril 1892 sur les *Gesellschaft mit beschränkter Haftung*. Ce paragraphe se trouve être ainsi libellé : « A l'égard des tiers, une restriction apportée aux pouvoirs des gérants de représenter la société n'a pas d'effet juridique. Elle s'applique spécialement au cas où le pouvoir de représentation est limité à certains actes ou à certaines catégories d'actes, ou ne doit s'exercer que dans certaines circonstances, ou pour un certain laps de temps, ou dans certains lieux, ou bien encore lorsque l'assentiment des associés ou d'un organe de la société est exigé pour certains actes ».

Signalons toutefois, ici, qu'en ce qui concerne, du moins, le droit allemand, il apparaît que « la notion allemande de la représentation est très éloignée des idées françaises sur le mandat et la représentation » (1). Sous le nom de Prokura, elle dépasse le cadre des sociétés en nom collectif, en commandites, ou bien anonymes, pour trouver son application même en ce qui concerne les commerçants. (Code de commerce allemand, 49 et 50.) « C'est ce qu'on pourrait définir le droit absolu et immuable de représentation du mandataire commercial inscrit en cette qualité au registre du commerce: »

On est éloigné, en droit allemand, des prin-

(1) CHÉRON, note Dalloz, R. P., 1928, p. 154.

cipes français concernant le mandat. Cette disposition allemande n'est ni spéciale, ni une innovation législative, mais fait partie d'une construction d'ensemble juridique, laquelle dépasse le cadre étroit des sociétés à responsabilité limitée et même celui des sociétés commerciales, pour s'étendre aux principes généraux du mandat et de la représentation. Le mandataire inscrit au registre de commerce a tous les pouvoirs, et les clauses restrictives, même publiées, sont inopposables aux tiers. On divise la situation du gérant en deux aspects, en ce qui concerne les possibilités de limiter, par des dispositions statutaires, ces pouvoirs, envers les associés, d'une part positivement et négativement, d'autre part par rapport aux tiers. C'est de cet ensemble de dispositions, qui trouvaient antérieurement leur application en Alsace, que s'est inspirée la Chambre de commerce de Strasbourg, en réclamant son introduction dans le projet de loi qui s'élaborait sur les sociétés à responsabilité limitée. Et c'est aussi cette suggestion que paraît avoir suivi la Commission du commerce et de l'industrie de la Chambre, malgré le caractère de nouveauté et d'isolement que représentait cette disparité avec l'ensemble de la législation française en matière de sociétés.

On a, de même, soutenu que la législation suisse aussi avait fourni un élément d'inspi-

ration à cette innovation législative. Signalons, à ce sujet, que l'article 793 du projet de Code des obligations helvétiques, qui s'occupe spécialement de la question des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée, après avoir disposé que ces gérants peuvent être nommés par les statuts, être choisis parmi les associés ou en dehors de la société, la loi ajoute que tous les associés ont droit à la gérance. Puis, plus loin, dans le même article, le projet s'occupant du pouvoir de représentation des gérants, suit une voie quelque peu différente de celle des actuelles législations germaniques. En effet, le gérant ayant tout le pouvoir d'engager la société, pour tous les actes qui entrent dans sa sphère d'action et toute clause contraire des statuts est sans effet envers les tiers de bonne foi. Cependant, les clauses restrictives des pouvoirs des gérants, et qui ont été connues des tiers, leur sont opposables. Les tiers qui contractent avec la société doivent chercher, pour que l'acte soit valable, si la manifestation de volonté sociale a lieu dans les formes prescrites par l'acte social et est rendue opposable par l'inscription au registre de commerce. On voit que la législation suisse, dans son projet de nouveau Code des obligations, cherche à s'éloigner de ce qu'a de trop catégorique la disposition qui régit ces matières dans les législations austro-allemandes.

Dans la doctrine, l'article 24 a reçu, en grande partie, l'interprétation favorable au caractère impérieux de la règle sur la non opposabilité des restrictions statutaires aux tiers (1). Par conséquent, les dispositions statutaires restrictives sont frappées de non opposabilité, et cela même, « peu importe la gravité de l'acte, pourvu qu'il soit un de ceux que les gérants ont le droit de faire en vertu de la loi », et même si les tiers contractants ont eu connaissance d'une éventuelle restriction statutaire, et que cette disposition ait été dûment publiée, cela ne saurait autoriser la société à « s'en prévaloir pour éluder l'exécution de l'engagement pris en son nom » (2).

Cependant, il est évident que la société est en mesure de se dégager d'un engagement éventuellement pris à son nom, envers des obligations arbitrairement souscrites, et ceci en vertu du principe juridique bien connu de *Fraus Omnia Corrumptit*. Dans les sociétés à responsabilité limitée, il n'est plus exigé uniquement d'être devant une mauvaise foi, mais aussi de se trouver en présence d'une fraude caractérisée, d'une collusion véritable entre le gérant et un tiers, tendant à faire supporter à la société les conséquences préjudiciables d'un contrat ruineux pour celle-ci. On sait que, de

(1) DROUETS, PIC et BARATIN, POTTIER, GAIN, PIOT.

(2) DROUETS, *op. cit.*, p. 282.

droit commun, le tiers de mauvaise foi ne peut poursuivre la société, alors qu'il a eu connaissance d'une clause statutaire qui limitait les pouvoirs du gérant et même, si par hypothèse, cette clause n'avait pas donné lieu à publication (Cass., 31 octobre 1887).

La jurisprudence appelée pour la première fois à se prononcer sur cette question s'est décidée dans un arrêt du Tribunal commercial de la Seine du 12 janvier 1928. Elle déclare, à cet effet, que : la limitation statutaire des pouvoirs d'un gérant d'une société à responsabilité limitée, si elle permet aux associés d'actionner le gérant en responsabilité, à raison des actes dommageables accomplis par lui en dehors de son mandat, est sans effet à l'égard des tiers, même s'ils connaissaient cette clause en contractant avec le gérant; et que cette circonstance ne suffit pas à le constituer de mauvaise foi. C'est à la société qui allègue la mauvaise foi des tiers à la prouver (1). Dans le cas qui se trouvait lui être soumis, le Tribunal décide que l'ouverture de crédit consentie par une banque au gérant, agissant au nom de la société, est régulière, nonobstant la disposition des statuts, connue de la banque, qui interdit au gérant de faire une telle opération sans l'autorisation du Conseil de surveillance.

Ce jugement entend donc déclarer inoppor-

(1) Dalloz, R. P., 1928, p. 194.

sable à une banque les dispositions statutaires d'une société à responsabilité limitée qui ne donnaient pas droit aux gérants de se faire consentir une ouverture de crédit, sans l'autorisation du Conseil de surveillance de la société. Cependant, la banque connaissait cette disposition statutaire et ne s'était rendue coupable d'aucun dol. Elle s'était conformée à toutes ses obligations bancaires, telles notamment que l'envoi aux gérants de la société d'extraits réguliers indiquant les positions successives de son compte courant (1).

Par conséquent, telle est la conclusion d'une partie de la jurisprudence et de la doctrine au sujet de ce problème. Les limitations n'ont d'autre rôle que de rendre responsable le gérant ayant traité en dépit de leurs prescriptions limitatives et d'aggraver de ce fait leur responsabilité envers la société, mais non point d'entacher de vice la validité de l'acte conclu ainsi par le gérant de la société avec les tiers. Un des motifs aussi, pour lesquels, nous dit-on, chaque gérant a le droit d'engager valablement la société, dans n'importe quel acte juridique est le fait que l'article 14 de la loi de 1925, n'ordonne, en ce qui concerne la publication dans le journal d'annonces légales, que celle du nom seulement des personnes autorisées à signer pour la société, et non point aussi

(1) Prc, note Dalloz, R. P., 1928, p. 194.

des clauses qui déterminent les pouvoirs de ces personnes (1).

Toutefois, et toujours en doctrine, des interprétations différentes de l'article 24, alinéa 2, ont été données. Un auteur, en effet, M. Lepargneur, nous signale, tout d'abord, que le texte de l'article 24, pris dans son ensemble, contient presque une contradiction. Et ceci paraît assez vraisemblable. Nous savons, en effet, qu'il débute, ce texte, par nous dire que les gérants des sociétés à responsabilité limitée ont tous les pouvoirs, mais après avoir, au préalable, posé la prémisse, sauf stipulation contraire des statuts. Le texte semblait donc indiquer, jusqu'ici, tout simplement que les statuts ont tous les droits pour restreindre les pouvoirs apparemment jugés trop larges des gérants. Et voilà qu'à peine plus loin, ce même texte nous dit que toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers. Ceci semblerait mettre en balance le premier terme de la phrase. Toutefois, il apparaît qu'il y a là une conciliation possible entre ces deux termes ayant une apparence si contradictoire — en reconnaissant, cependant, qu'elle ne se trouve guère facilitée par l'examen des travaux préparatoires.

(1) PRIOT, *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée*, p. 53.

L'ensemble des premiers commentateurs ont subordonné le premier terme du texte au second. M. Lepargneur voit aussi, ici, une influence ayant pris sa source dans la loi allemande de 1892 sur la *G. M. B. H.* et son paragraphe 37, au sujet des pouvoirs des gérants.

Cependant, à la différence d'une partie des autres commentateurs de la loi de 1925, lesquels voyaient un principe intangible dans l'inefficacité, par rapport aux tiers, des limitations contractuelles dont parle la loi, il entrevoit une autre possibilité d'interprétation du texte de l'article 24. On pourrait non seulement restreindre les pouvoirs des gérants, mais le faire aussi avec efficacité. Et cela non seulement en ce qui concerne ces rapports avec les associés, mais aussi, même, envers les tiers, et tout cela dans les statuts originaires de la société. En effet, les mots de la loi, « toute limitation contractuelle est sans effet à l'égard des tiers » ne s'appliqueraient, en réalité, qu'à toute modification ultérieure des statuts ou bien à un « contrat de gérance indépendant des statuts, passé avec le gérant associé ou non ». En somme, la situation se présenterait ainsi: toute possibilité pour les statuts, par une stipulation quelconque, de restreindre et de diminuer les pouvoirs du gérant, et cela avec efficacité, même à l'égard des tiers, mais aucune

possibilité pour les associés de toucher à ces pouvoirs du gérant, par une modification ultérieure de l'acte social.

Cette solution, selon son auteur, ne se trouverait nullement en contradiction avec les travaux préparatoires de la loi du 7 mars 1925. Toutefois, signalons que cette opinion, sur le problème que contient l'article 24, alinéa 2, a soulevé des objections en doctrine. On a dit, en effet, que cette distinction entre les limitations contractuelles résultant des statuts ordinaires et celle qui résulterait des modifications ultérieures des statuts, ou bien d'un contrat de gérance, quoique ingénieuse, ne trouve aucun point d'appui sérieux dans l'article 24. Cet article 24 serait aussi général que possible. De plus, cette distinction serait contraire à l'esprit de la loi, lequel esprit est, nous dit-on, manifestement inspiré du droit allemand (1).

En résumé, excepté la distinction proposée que nous venons d'énoncer, de tout l'ensemble des opinions émises jusqu'à présent en doctrine, les mots « sauf stipulation contraire des statuts » n'ont qu'une seule possibilité d'application, laquelle serait expliquée par le contre-poids que forme les mots « toute limitation contractuelle ».

Cette disposition législative gouvernerait uniquement des rapports qui surgissent à l'in-

(1) PIC et BARATIN, *op. cit.*, p. 341.

térieur de la société entre le ou les gérants et les associés. Ce terme n'aurait aucun aspect extérieur, car il est tout de suite circonscrit et limité, pour ainsi dire, au cadre interne de la société, par la suite du texte. Cette suite du texte ne pourrait avoir autrement de sens précis. Nous allons voir pourtant que l'article 24, alinéa 2, peut donner lieu à une autre explication que celle admise jusqu'à présent dans une partie de la doctrine.

Nous allons essayer d'exposer cette explication particulière de l'article 24, alinéa 2. Il s'agit de l'opinion émise par M. Wahl (1). Tout d'abord, il apparaît que l'explication donnée à l'article 24 comme se limitant seulement aux rapports des gérants avec les associés, si elle est juste, d'une part, est inutile et superflue, d'autre part. Il est entendu, en effet, que les limitations statutaires s'appliquent intégralement, en ce qui concerne les rapports des associés et des gérants. Il n'était, par conséquent, plus nécessaire de le dire. En ce sens, la loi du 22 novembre 1913, modifiant les articles 27 et 31 de la loi du 22 novembre 1867 sur les sociétés par actions, débute également par ces mots « sauf stipulation contraire des statuts », la suite de l'article en question s'occupant de la modification des statuts en leur

(1) *Journal des Sociétés*, p. 201.

disposition. Or, cette loi a trait aux modifications des statuts, lesquelles, comme on le sait, sont opposables, une fois publiées, aux tiers commé aux associés.

On se rappelle que le rapporteur du projet de loi sur les sociétés à responsabilité limitée disait que la Commission avait statué ainsi en pensant à l'hypothèse, qui lui paraissait plausible, où les statuts auraient omis, par un oubli, de déterminer les pouvoirs des gérants.

On se souvient également que le même rapporteur nous disait, un peu plus loin, dans son rapport, qu'ayant en vue l'intérêt de la sécurité des transactions commerciales, la disposition suivant laquelle toute limitation contractuelle des pouvoirs du gérant est sans effet à l'égard des tiers, avait paru indispensable à la Commission. Il avait employé, à ce sujet, les mots « par contre », sur la présence desquels, dans le rapport présenté à la Chambre, il est nécessaire d'insister. En effet, à quoi peuvent-ils se rapporter, ces mots, si ce n'est à l'hypothèse envisagée par le rapporteur pour exprimer l'intérêt de légiférer sur ces pouvoirs. Cette hypothèse prévue se trouvait être celle de l'oubli éventuel des statuts. Dès lors, dans le cas où la société aurait omis de disposer, au sujet des pouvoirs des gérants, les tiers n'en devront pas moins être rassurés, car la société ne pourra jamais renier les engagements pris

en son nom, par le ou les gérants. Ceci revient à dire que l'on a entendu légiférer, soit en vue d'un oubli toujours possible, soit pour le cas où cet oubli n'aurait pas eu lieu, hypothèse où l'on a voulu inspirer confiance aux tiers. En ce cas, si tels sont les motifs ayant incité la Commission de la Chambre à légiférer en ce sens, et de l'étude des travaux préparatoires de la loi de 1925, on ne peut en déduire ou en trouver d'autres, il en résulterait qu'il se pourrait très bien que ce ne soit pas à des législations étrangères ou uniquement à elles, que la Commission s'est référée pour trouver la source d'inspiration de l'article 24. Au surplus, en ce qui concerne le fait même de cette inspiration d'origine étrangère, « la Commission ne s'y est référée, ni explicitement, ni implicitement ».

Et alors, quel est le sens qu'il convient d'attribuer à l'article 24, alinéa 2, en ce qui concerne la non opposabilité des limitations restrictives et l'interdiction qu'il édicte. Il y aurait là un discernement à faire entre limitation contractuelle, telle que l'emploie la loi de 1925, et limitation statutaire, en général. Cette différence porte sur la distinction existante entre les mots « contrat et statut ». Certes, les statuts sont bien « au sens large un contrat », mais on n'emploie pas, pour parler de statuts ou de dispositions de statuts, le mot de contrat.

On ne dit pas : disposition contractuelle ou limite contractuelle, dans un texte législatif, quand on a à sa disposition les mots de disposition statutaire ou de limite statutaire. Ces derniers mots auraient, dans ce cas, un sens bien plus précis et, dans tous les cas, pourrait empêcher une controverse dont les résultats sont susceptibles d'être tellement importants. Dès lors, le choix entre deux expressions différentes en ce qui concerne leur sens, pourrait prouver une intention précise dans l'esprit du législateur. Et alors, puisqu'en place du mot statut, que rien n'empêchait, la Commission de la Chambre et son rapporteur de choisir, mais que tout l'y incitait, au contraire, et surtout, bien entendu, en légiférant sur la matière du droit commercial, à prendre comme termes, si c'est bien des statuts qu'elle voulait parler, on a quand même, et peut-être sciemment, préféré celui de contrat, il est alors difficile de ne pas se demander si ce n'est pas un motif important qui a présidé à cette option. Par ce choix, l'article 24 entendrait une restriction qui serait apportée aux pouvoirs des gérants, non plus par les statuts, mais bien par un contrat qui serait passé au nom de la société. « L'article 24 a prévu, sous le nom de limitation contractuelle, la limitation faite dans un contrat passé au nom de la société. »

Une jurisprudence récente confirme cette

manière d'envisager le problème, il s'agit du jugement rendu par le Tribunal civil de Mulhouse, le 27 mars 1929. Ce jugement intéresse directement la question des pouvoirs du gérant dans les sociétés à responsabilité limitée. Il s'agit, dans l'espèce, d'un gérant ayant vendu un immeuble appartenant à la société dont il gérât les affaires sociales. Cet immeuble avait été vendu par un acte notarié et le notaire requérait l'inscription de ladite vente au livre foncier. Cependant, il arrive que cette inscription au livre foncier lui est refusée, et ceci par une décision du juge cantonal, motivée par le fait que le gérant, ayant vendu l'immeuble social, ne justifiait pas, par procuration notariée, des pouvoirs de vendre pour la société. Ce juge cantonal, préposé à la tenue du registre, se trouve ainsi chargé (art. 46, loi du 1^{er} juin 1924, introduction du droit civil français en Alsace-Lorraine) de vérifier si les parties sont capables et dûment représentées. Recours ayant été formé contre cette décision, le Tribunal civil de Mulhouse est amené à considérer la solution du problème. Ce Tribunal, contrairement à ce qu'en avait préalablement décidé le juge cantonal, trouve que cette vente est parfaitement valable et en ordonne, par conséquent, l'inscription au livre foncier. Le jugement dit clairement que, puisque les statuts ne contiennent aucune restriction, le

gérant avait le pouvoir de vendre l'immeuble appartenant à la société. « Le gérant d'une société à responsabilité limitée a, sauf stipulation contraire des statuts, tout pouvoir pour agir au nom de la société, en toute circonstance, et notamment pour vendre un immeuble social. Par suite, c'est à tort que le préposé au livre foncier, requis de procéder à l'inscription de la vente, exige qu'il lui soit présenté une procuration spéciale et notariée. »

L'annotateur du jugement reconnaît que cette décision se rallie complètement à l'interprétation qu'a donnée M. Wahl de l'article 24, alinéa 2. « Car s'il (le jugement) considère les gérants comme ayant qualité pour vendre l'immeuble social, c'est parce qu'il constate que les statuts ne restreignent en rien ses pouvoirs; d'où il faut conclure que si les statuts avaient interdit au gérant de vendre les immeubles, le tribunal aurait considéré la vente comme nulle et aurait refusé son inscription au livre foncier » (1).

Ceci revient à reconnaître formellement, en suivant ainsi la voie du Tribunal civil de Mulhouse, la possibilité, pour les statuts de la société à responsabilité limitée, de limiter valablement, par une disposition statutaires restrictive, les pouvoirs des gérants, et cela non

(1) CHÉRON, note Dalloz, R. P., 1928, p. 154 et suivantes.

seulement en ce qui concerne leur rapport avec les associés, mais même valablement, aussi, en ce qui regarde leurs rapports avec les tiers. Dès lors, il serait peut-être permis de se demander quel peut bien être le rôle et même quelle est l'utilité de l'expression qu'a employé, en ce qui concerne les pouvoirs des gérants, l'article 24 de la loi du 7 mars 1925. Il apparaît que la Commission de la Chambre et son rapporteur n'ont entendu, en faisant le choix de ces termes, qu'à faire un rappel du principe de l'article 1165 du Code civil. On connaît cet article : « Les conventions n'ont d'effet qu'entre les deux parties contractantes; elles ne nuisent point aux tiers et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121 ». Ce rappel de principe de l'article 1165, Code civil, pouvait paraître superflu. « Cependant, ce ne peut être que dans ce but que le texte aurait été établi, but qui n'est que la répétition d'un principe connu ». Mais une répétition n'est pas pour étonner si on constate que les dispositions inutiles abondent dans la loi. Nous trouvons notamment que les sociétés à responsabilité limitée peuvent être constituées pour un objet quelconque, que le nombre des associés peut être illimité, mais qu'il en faut au moins deux pour être associé et enfin, que, pour représenter la société, il faut être muni d'un pouvoir spécial. Une inutilité

de plus n'aurait rien d'extraordinaire alors (1).

Signalons ici, à titre d'information, que nous trouvons des lapsus même dans les travaux préparatoires et, notamment, on cite celui du rapporteur de la loi devant le Sénat, lorsqu'en parlant de la transformation des sociétés par actions, au sujet de l'article 41, il nous dit que la jurisprudence et les auteurs ont fait une distinction entre les sociétés antérieures et celles postérieures à la loi du 1^{er} août 1893. Or, c'est apparemment de la loi du 22 novembre 1913 que le rapporteur de la loi devant le Sénat voulait nous entretenir, dans ce cas (2). Omissions ou répétitions n'empêchent que l'application de l'article 24, ainsi que l'entend une partie de la doctrine, dans le sens de l'inopposabilité par rapport aux tiers, ne soulève de sérieuses difficultés, accrues encore dans le cas où nous nous trouverons en présence de plusieurs gérants.

En effet, en ce qui concerne toujours l'article 24, un problème d'application très délicat se pose, au sujet de la gestion collective. Qu'y aura-t-il lieu de décider, au cas où les statuts contiendraient une clause restrictive ? Nous avons dit quelle était la situation juridique qu'il convenait d'appliquer au cas où plusieurs gérants se trouveraient appelés à gérer les

(1) WAHL, *Journal des Sociétés*, p. 201.

(2) PIC et BARATIN, *op. cit.*

affaires sociales. Il reste à savoir comment l'on envisagera la question de la limitation statutaire éventuelle de l'article 24, dans ce cas de gestion collective, et que décider si les clauses sont limitatives.

Deux hypothèses sont possibles. Dans une première, il est spécifié, par l'acte de société, que les gérants n'agiraient qu'en cas de commun accord. Leur réunion constitue un conseil de gérance analogue au conseil d'administration (1). Ce conseil conserve pour lui seul le pouvoir entier de gérance, lequel pouvoir n'est pas dévolu à chacun de ses membres, individuellement pris. Il apparaît que nous avons là une situation analogue à celle qui est édictée par l'article 1858, Code civil, et qui, au surplus, se trouve être applicable à toutes sortes de sociétés. « S'il a été stipulé que l'un des administrateurs ne pourra rien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration. » Donc, unanimité nécessaire pour que toutes décisions soient prises. Toutefois, il est admis qu'en cas d'urgence, et d'urgence absolue, bien entendu, un seul des gérants pourrait agir seul. Il prendra, dans ce cas et, par conséquent, sous sa res-

(1) PIC, Dalloz, R. H., 1928, p. 77.

ponsabilité particulière, l'ensemble des mesures qui apparaîtront comme nécessaires à la sauvegarde des intérêts sociaux.

La deuxième des hypothèses est celle où les statuts délimitent avec précision les attributions de chaque gérant pris en particulier. On décidera que l'un ne s'occupera que de la partie technique, tandis qu'un autre dirigera les opérations de la vente, ou de la comptabilité. Il est bien entendu que, dans ce cas, chacun se limitera aux charges qui lui sont ainsi attribuées. Toutefois, les décisions d'importance et débordant le cadre du mandat spécial conféré à chacun et intéressant, par conséquent, l'ensemble de l'entreprise sociale, ne pourront être prises que comme dans la première des hypothèses, à la suite d'un accord de volonté.

Le problème qui s'est posé, cependant, est celui de savoir si ces clauses limitatives, qui sont, et cela ne fait aucun doute, absolues dans les rapports des gérants avec les associés, sont également opposables aux tiers. Opposition aux tiers dans la publication en bonne et due forme, bien entendu. La question qui s'est posée en doctrine a fait l'objet d'une controverse, que nous essayerons d'exposer.

Certains auteurs penchent, par stricte application du texte de l'article 24 de la loi du 7 mars 1925, pour la négative. L'article 1857, Code civil, est ainsi libellé : « Lorsque plu-

sieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourra agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration ». Or, l'article 1857, Code civil, n'est pas sans autoriser et admettre comme valable une clause contraire. C'est-à-dire que ce serait la clause exigeante pour la valabilité d'un acte. Une majorité, ou bien même que l'unanimité porte sur cette décision et, pareillement, une clause admettant qu'une division de pouvoir. On déclare, du moins dans la majorité de la doctrine, que les clauses restrictives des statuts sont inopposables aux tiers. On est forcé, dès lors, de suivre cette même voie en ce qui concerne les dispositions dérogatoires aux principes énoncés par l'article 1857, Code civil. N'a-t-on pas voulu éviter aux tiers la nécessité de consulter les statuts, en ce qui concerne le gérant ou les pouvoirs des gérants réunis? En bonne logique, on ne peut les amener à les consulter lorsqu'il s'agit de chaque gérant individuellement pris, par rapport à ses cogérants. « C'est d'une manière absolue que l'article 24 de la loi de 1925 déclare inopposable aux tiers les limitations contractuelles, c'est-à-dire, dit-on, les limitations statutaires des pouvoirs des gérants » (1).

(1) WAHL, *Journal des Sociétés*, p. 203. — PIOT, *op. cit.*, n° 31.

Pour d'autres auteurs cependant, ce point de vue paraît difficilement admissible, malgré la stricte voie qu'indique le texte même de la loi. Il apparaîtrait donc que l'article 24 de la loi de 1924 a admis la pluralité d'une gérance et, de ce fait, cette gestion en commun ne peut être réalisée que par un accord de volonté (1). Si les statuts ont institué un conseil de gérance, les pouvoirs dont parle l'article 24 de la loi appartiennent à ce conseil pris dans son ensemble et non point à chacun des membres séparément pris. Un des arguments de cette partie de la doctrine est la nécessité pratique où se trouveraient souvent ces sociétés de faire appel, la gérance d'un seul pouvant, dans certaines entreprises importantes, s'avérer insuffisante à des tiers compétents. Toutes les capacités et toutes les connaissances techniques indispensables pour diriger une affaire complexe ne se rencontreront pas aisément chez un seul, et c'est, au contraire, par le groupement des capacités particulières et différentes de chacun, qu'une direction collective compétente et forte peut être organisée (1).

En ce qui concerne la jurisprudence, dans le cas qui lui était soumis le 12 janvier 1928, la question ne s'était point posée, car il s'agissait, dans l'espèce, du jugement unique seule-

(1) Prc, note Dalloz.

ment. Mais depuis, un jugement est intervenu au Tribunal de la Seine, en date du 22 février 1929, selon lequel la clause des statuts d'une société à responsabilité limitée, subordonnant la validité à l'égard des tiers et des associés, des engagements contractés par ces deux gérants, à la condition qu'ils y concourent tous les deux, ne constitue point une limitation contractuelle des pouvoirs des gérants, au sens de l'article 24, de la loi du 7 mars 1925, et peut être opposée aux tiers. (1)

En conséquence, les engagements contractés par un seul gérant, au mépris de cette clause, sont nuls à l'égard de la société. La conclusion est donc qu'une clause qui attribuerait la signature sociale à une sorte de conseil n'est pas une limitation des pouvoirs des gérants, mais bien plutôt, en réalité, l'institution d'une gérance collective, semblable au conseil d'administration des sociétés anonymes et non contraire à la loi du 7 mars 1925.

Il apparaît, en ce qui concerne la manière dont, pratiquement, fonctionnera le Conseil de gérance, que les règles selon lesquelles on se conduira découleront de l'application des principes généraux. Les pouvoirs devront être exercés à l'unanimité. L'acte en question pourra être empêché par le veto d'un seul des

(1) *La semaine juridique*, 1929, p. 641.

membres du Conseil de gérance. L'assemblée ou la collectivité des associés sera en mesure d'intervenir pour résoudre le conflit. (Argument article 1856, Code civil.) Cependant, il semble que, toutes les fois que l'on aura affaire à plus de deux gérants, les statuts organiseront la possibilité de prendre une décision à caractère de valabilité, à l'aide, soit de la majorité absolue, soit d'une majorité spéciale. Et même, certains actes, tels que ceux, par exemple, d'administration courante, pourront, avec l'obligation d'être rigoureusement déterminés par le pacte social, être effectués par un seul des membres du Conseil de gérance. Toutes les combinaisons les plus différentes peuvent donc être envisagées. On nous dit, même, que si l'on adoptait l'interprétation littérale du texte, et M. Pic est, lui, d'avis qu'il ne faut pas l'adopter, et pareillement au cas où les tribunaux, eux-mêmes, reconnaîtraient à chaque gérant la faculté d'agir isolément et d'engager la société par ces actes, « il deviendrait urgent d'amender l'article 24. »

Remarquons, à titre de conclusion du présent chapitre, que, toutefois, le principe de l'intangibilité des pouvoirs du gérant n'est pas défendu, en bloc, par l'ensemble des premiers commentateurs de la loi du 7 mars 1925. Certains interprètent dans un sens, d'autres renoncent à une partie des pouvoirs qu'on avait

entendu accorder aux gérants. Certains retransmettent les actes de disposition, et estiment que ces pouvoirs ne sont pas plus étendus que ceux des gérants ou des administrateurs des sociétés ordinaires (1). D'autres auteurs voudraient, en échange, que la puissance accordée au gérant soit absolue. Au total, l'accord ne règne pas dans l'ensemble de la doctrine. « Mieux vaut renoncer nettement aux principes que l'on défend » (2).

Ce renoncement, s'il avait lieu, pourrait produire des avantages à la société à responsabilité limitée, en proportion des dangers que représente, pour cette société, l'application du principe inédit que contient l'article 24. Ces dangers deviendront plus sensibles quand on se rendra compte de la difficulté que présente la possibilité d'un contrôle efficace, que les associés ou les tribunaux sont en mesure d'exercer contre une gestion s'effectuant dans des conditions préjudiciables pour la société.

(1) GAIN, *op. cit.*, n° 53.

(2) WAHL, *Journal des Sociétés*, p. 203.

CHAPITRE III

CONTROLE DES ASSOCIÉS ET DES TRIBUNAUX SUR LES POUVOIRS DES GÉRANTS

Section I

CONTROLE DES POUVOIRS

Nous trouvons dans les sociétés à responsabilité limitée, organisées par la loi, un régime différent de contrôle qu'exercent les associés sur le gérant, et cela suivant que nous avons affaire à une société composée de vingt membres au plus ou bien dépassant ce dernier chiffre.

Dans la première situation, prévaut un système de contrôle individuel, sauf la pleine liberté qui est laissée aux statuts d'organiser, s'ils le jugent à propos, certaines modalités de contrôle collectif.

Dans les sociétés comprenant plus de vingt

associés, la loi organise un organe de contrôle, sous la forme d'un Conseil de surveillance, semblable à celui que prévoit, pour la société en commandite par actions, la loi de 1867 (1).

Reprenons l'examen de ces deux moyens de contrôle.

I. — Sociétés de vingt membres au plus. — Le contrôle prédominant, ici, est individuel. Cependant, les statuts peuvent contenir des modalités suivant lesquelles s'exercera cette surveillance qui, dans leur silence seulement, redeviendra individuelle.

Le contrôle s'exerce sous la forme d'une vérification de l'inventaire et du bilan. Chaque associé conserve le droit de vérifier, au siège social, soit personnellement, soit par l'entremise d'un fondé de pouvoirs, l'inventaire et le bilan, et cela ainsi qu'il s'en trouve être autorisé par l'article 30, alinéa 1, de la loi de 1925.

En ce qui regarde les livres commerciaux — sauf disposition statutaire — il apparaît que les associés n'auraient pas droit à leur communication. L'énumération que contient l'article 30, alinéa 1, serait donc limitative. On décide alors que, pour obtenir communication d'autres documents que ceux visés par l'article 30, alinéa 1, il reste aux associés le

(1) AUGER et MICHEL, n° 460.

droit de s'adresser aux tribunaux et alors ils obtiendront peut-être l'autorisation d'autres communications que celles prévues par la loi, ainsi que la jurisprudence l'admet à l'égard des sociétés par actions (1).

Toutefois, une solution contraire à celle prévalant en doctrine, à la suite de l'article 30, alinéa 1, de la loi de 1925, a été soutenue et on a même proposé que les sociétés à responsabilité limitée de vingt membres au plus soient assimilées aux sociétés de personnes. Dès lors, le droit de vérification peut s'étendre à tous les documents l'énumération, n'étant pas seulement limitative, « l'article 30 a seulement pour objet de déterminer le minimum de droits appartenant aux associés, dont les statuts ne peuvent les priver » (2). Sans doute, toute disposition restrictive demeure possible et, même, les tribunaux peuvent réprimer les abus possibles de cette liberté de contrôle, en déterminant quels documents peuvent être communiqués, ainsi que le montant du délai laissé pour exécuter et finir les études.

Cependant, la majorité de la doctrine n'admet pas cette solution, malgré les avantages de contrôle plus efficace qu'elle procurerait. Nous avons dit que les statuts conservent leur droit et, le plus souvent, en effet, une disposi-

(1) LEPARGNEUR, *op. cit.*, p. 80.

(2) DROUETS, *op. cit.*, p. 300.

tion expresse organisera le contrôle de ces sociétés réduites comme nombre d'associés, soit que l'on accordera à chacun des associés un droit de contrôle, solution favorable dans le cas où nous nous trouverons en présence d'un groupe social peu important, soit qu'on étende ce droit à plusieurs associés ou même à un conseil de surveillance. Au sujet de ce conseil de surveillance, on nous dit qu'il verra son organisation prévue par les statuts de la société, et ceci en conformité avec les principes généraux admis en matière de mandat, car l'organisation du conseil de surveillance dont parle l'article 32 de la loi du 7 mars 1925 est spéciale aux sociétés comprenant plus de vingt membres.

Dès lors, les personnes composant cet organe de surveillance sont dégagées entièrement de toute responsabilité envers les tiers, « n'étant pas chargés par la loi d'une mission à remplir dans leur intérêt » (1).

Et toutefois, il sera bien difficile, malgré tous leurs efforts, aux associés de contrôler avec véritable efficacité les pouvoirs du gérant et il serait mieux, en effet, que les associés se dispensent de mettre à leur tête un homme, soit incapable, soit douteux, au point de vue de l'honorabilité (2).

(1) DROUETS, *id.*, *id.*

(2) AUGER et MICHEL, *op. cit.*, n° 470.

II. — Sociétés de plus de vingt membres.
— Le contrôle des associés est, non seulement prévu, mais même législativement imposé sous la forme d'un Conseil de surveillance, composé de trois associés au moins (art. 32, alinéa 1), qui sont spécialement chargés de représenter leurs co-associés, à l'effet de contrôler la gestion de l'entreprise, et dont la fonction peut être gratuite ou rémunérée (1).

En ce qui concerne leur nomination, elle doit être faite dans l'acte constitutif de la société. Cependant, au cas où elle serait omise par les statuts, cela n'aurait pas pour conséquence d'entraîner la nullité de la société. Un acte postérieur peut procéder à cette désignation et réparer l'oubli des statuts. Toutefois, l'opinion contraire a été soutenue. On a dit, en effet, que « le défaut de toute précision à cet égard entraînerait la nullité de la société » (2). Cependant, cette opinion est restée isolée en doctrine.

Les membres du premier Conseil de surveillance peuvent être nommés, même pour plus d'un an, et ceci à la différence de ce qui était établi par la loi du 24 juillet 1867, dont l'article 5 limite la durée d'existence du premier organe de surveillance dans les commandites par actions. Ce soin est laissé, dans les sociétés

(1) LEPARGNEUR, *op. cit.*, p. 81.

(2) AUGER et MICHEL, *op. cit.*, n° 473.

à responsabilité limitée, aux statuts, lesquels régleront à volonté cette question; cependant, il apparaît que l'on procèdera à un renouvellement par fractions ou bien par tiers désignés au moyen du sort, et même par ordre d'ancienneté, et « enfin, sauf clause contraire des statuts, les membres du Conseil de surveillance dont les fonctions sont arrivées à expiration peuvent être indéfiniment réélus » (1).

En ce qui concerne la possibilité de révoquer les membres du Conseil de surveillance, la loi ne réglemente pas ce problème. Selon certains auteurs, même nommés par les statuts, ils sont révocables *ad nutum* et cela ainsi qu'il advient aux mandataires ordinaires (article 2004, Code civil) et, pareillement, aux membres du Conseil de surveillance de la société en commandite par actions dont l'organisation a été imitée par la législation de 1925 et appliquée au présent Conseil. La présentation de démission demeure aussi possible, et cela dans les mêmes conditions que celles prévues par l'article 2007, Code civil, également en ce qui regarde les mandataires. M. Drouets s'est rallié aussi à cette opinion exprimée par la majorité des auteurs et même, selon lui, la révocabilité *ad nutum* a lieu, peu importe qu'ils aient été nommés par les statuts ou

(1) DROUETS, *op. cit.*, p. 303.

qu'ils aient été choisis par la collectivité des associés (1).

Pour les pouvoirs du conseil de surveillance, la loi du 7 mars 1925 nous renvoie à l'article 10, alinéa 1 et 2, de la loi du 24 juillet 1867. Par conséquent, si les attributions du Conseil de surveillance dans les sociétés à responsabilité limitée sont semblables à celle du même organe de surveillance dans les sociétés en commandite par actions, il en résulte que — sous la réserve du fait que la loi de 1925 ne le renvoie pas aussi à l'article 6 de la loi de 1867 et ne l'oblige donc pas à vérifier les formalités constitutives, — leurs pouvoirs sont les mêmes. Il aura donc l'organe de surveillance de la société à responsabilité limitée à vérifier et cela à toute époque de l'année et quand il voudra, tous les documents concernant la marche de l'entreprise sociale. Vérification par conséquent de la caisse, du portefeuille et des valeurs de la société. Après quoi — seconde opération. Il présentera chaque année à l'assemblée générale annuelle un rapport. Ce rapport sera tenu de signaler tout ce que peut contenir comme irrégularités ou inexactitudes l'inventaire et constater, s'il y a lieu, les motifs qui s'opposent aux distributions de dividendes proposés par le gérant. En ce qui concerne la question de

(1) *Op. cit.*, p. 304.

savoir si l'ommission du rapport pourrait entraîner comme sanction la nullité de l'assemblée annuelle, la solution du problème est débattue.

Pour M. Lepargneur, la négative s'impose, car la nullité n'est pas édictée par la loi de 1925, qui s'éloigne ainsi sur ce point de la loi de 1867.

Une opinion contraire se manifeste selon laquelle et malgré que la loi de 1925 ne contienne aucune disposition analogue à celle de l'article 32 de la loi de 1867, on doit, toutefois, considérer comme nulle une assemblée générale ayant voté approbation des comptes (1).

Les alinéas 4 et 5, de l'article 32, nous disent que les membres du conseil n'encourent aucune responsabilité à raison des actes des gérants et de leurs résultats. Chaque membre du conseil de surveillance est responsable, soit envers la société, soit envers les tiers, de ses fautes personnelles dans l'exécution de son mandat. Reproduction quasi-textuelle de l'article 9 de la loi du 24 juillet 1867, cette disposition crée une distinction entre la responsabilité des membres du conseil de surveillance envers leurs mandants et par rapport aux tiers.

Pour la première hypothèse, ils sont responsables envers la société des fautes personnelles

(1) AUGER et MICHEL, *op. cit.*, n° 502.

qu'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions. Dès lors, non seulement le dol, mais la faute légère rend responsable, dès l'instant où elle est la cause d'un préjudice pour la société.

Envers les tiers, le conseil ne répondra des actes des gérants, pas plus que des conséquences qui peuvent en résulter. Le gérant est le maître absolu de la direction des affaires sociales et le conseil n'a pas le pouvoir de lui imposer ses vues et ses méthodes d'action. Le caractère de la responsabilité qu'encourt le membre du conseil de surveillance est individuel, cependant il peut arriver qu'il soit tenu solidairement avec les autres membres du conseil en cas de réparation de préjudice commis par eux. Hypothèse se réalisant lorsqu'il est impossible de déterminer chaque part de responsabilité (1).

La responsabilité est contractuelle par violation du mandat et de ses règles (civ. 1992) envers la société et délictuelle ou quasi délictuelle à l'égard des tiers (civ. 1382-1383).

En ce qui concerne l'exercice de l'action en responsabilité, elle peut apparaître soit comme action sociale, soit comme action individuelle. Elle serait sociale notamment dans le cas où sa cause réside dans un préjudice subi par la masse des associés. Elle peut être exercée alors

(1) DROUETS, *op. cit.*, p. 308.

au nom de la société par ses représentants légaux et même par chaque associé en l'absence de dispositions contraires et sauf transaction ou renoncement de la masse des associés. On cite comme exemple d'action individuelle celui d'un associé ayant souffert d'un préjudice particulier, tel que le fait d'être entré dans la société « trompé par des bilans mensongers ou la distribution de dividendes fictifs ». (1)

Telles sont les mesures envisagées par la société pour organiser autant que possible le contrôle des associés sur les gérants des sociétés à responsabilité limitée.

Passons à l'étude des moyens que les associés ont pour empêcher la continuation d'une gestion défectueuse.

SECTION II

RÉVOCATION DES GÉRANTS

Le problème qui se pose dans cette section est celui des mesures à prendre, soit vis-à-vis des actes des gérants excédant leurs pouvoirs, soit pour mettre fin à ces pouvoirs lorsqu'ils s'exercent d'une manière préjudiciable aux intérêts de la société.

(1) AUGER et MICHEL, *op. cit.*, n° 524.

Voyons tout d'abord quels sont les moyens que la loi du 7 mars 1925 a mis à la disposition des associés pour mettre fin aux pouvoirs dont usent abusivement le ou les gérants des sociétés à responsabilité limitée.

On sait, en ce qui concerne les sociétés de personnes que le gérant statuaire est irrévocable et souverain dans la limite de ses pouvoirs. Il ne peut être révoqué que par les associés, car ils sont parties dans un contrat, lequel ne peut, comme tous les contrats, être révoqué que par la volonté commune (art. 1856 c. civ.). De leur côté les gérants ne pourraient renoncer à leur guise au mandat accepté par eux.

Cependant le tribunal, lui, pourra toujours les révoquer. Il n'est besoin, pour cela, que de la demande d'un seul des associés. Cependant on nous dit qu'il y a une action sociale et non une action individuelle (1). On cite comme preuve le fait que la majorité des associés a le droit d'approuver les comptes du gérant et qu'elle rend ainsi non recevable toute action tendant à révoquer le gérant. Elle pourra avoir lieu, cette demande, soit au cas d'inexécution des obligations conventionnelles ou légales, soit à celui bien logique d'une gestion défectueuse.

Toute différente se trouve être la situation des gérants désignés au cours de la société,

(1) LYON-CAËN et RENAULT, T. II, n° 254.

lesquels peuvent être révoqués *ad nutum* et sans dommages-intérêts (art. 1856 c. civ.). Dans une société en commandite, le gérant peut être révoqué par les associés en nom et par les commanditaires sans qu'il y ait, pour ces derniers, lieu à l'immixtion, interdite par l'art. 27 du code commercial, car ce qui donne naissance à l'immixtion c'est de se présenter vis-à-vis des tiers au nom de la société. Il y a donc concours pour cette révocation. (1).

Remarquons, à ce sujet, que si, dans la limite de leurs pouvoirs, les gérants statutaires sont souverains, cela paraît être vrai tout aussi bien pour le gérant révocable, car le droit à révocation ne paraît pas devoir forcément impliquer aussi celui de restreindre les pouvoirs des gérants. (2).

Dans les sociétés par actions, à la différence de l'art. 31 du Code de commerce, d'après lequel les administrateurs d'une société par actions, pouvaient être indifféremment pris soit parmi les associés, soit parmi les tiers, la loi du 24 juillet -867 exige formellement qu'ils fassent partie du groupe social (article 22, alinéa 1). La loi de 1867 exige de même, qu'ils déposent dans les caisses sociales, un certain nombre d'actions qui servent de garantie. Ces

(1) WAHL, *Précis théorique et pratique de droit commercial*, n° 590.

(2) *Id., id.*, n° 597.

actions sont frappées d'aliénabilité (art. 26). Mais les statuts étant maîtres de déterminer le nombre d'actions, dont un administrateur, doit obligatoirement être propriétaire, il peut arriver qu'il ne possède même qu'une seule action ou bien un nombre suffisamment limité. C'est l'article 26, de la loi du 24 juillet 1867, qui est celui ayant laissé pleine liberté aux statuts de fixer à leur guise le nombre d'actions que doivent posséder les administrateurs, nombre qui était du vingtième du capital antérieurement. Enfin lorsque l'on nomme un directeur général lequel administre sous le contrôle du Conseil d'administration, mais qui n'est pas actionnaire, il peut ne déposer aucune action en garantie.

Les administrateurs des sociétés anonymes sont révocables. Les administrateurs sont, par essence, révocables *ad nutum* de telle façon que « l'irrévocabilité ne peut être stipulée » (1). Ils sont par conséquent, essentiellement révocables, ce qui offre un supplément de garantie à celle assez fragile du dépôt d'actions de garantie. L'Assemblée générale peut les destituer sans justifier au surplus d'aucun motif. Toute clause d'ailleurs limitant le droit ou bien leur permettant en cas de révocation injustifiée de bénéficier de dommages-intérêts est nulle et

(1) LYON-CAEN et RENAULT, T. II, p. 184.

sans effet, sauf pour le cas où elle serait présentée sous une forme ou avec une intention injurieuse. Cette solution quoique contraire aux principes généraux des sociétés, et contraire aussi au principe selon lequel si le mandataire est révocable (art. 2003 c.) la clause contraire donnant droit au cas où elle a lieu à des dommages-intérêts est permise, trouve toutefois, son explication dans le fait que la jurisprudence a en vue des motifs d'ordres pratiques, dont l'intérêt puissant que représente une bonne gestion (1).

Enfin, la jurisprudence admet, même en ce qui concerne la révocabilité des administrateurs, que l'on peut délibérer, à ce sujet, sans que la question soit prévue à l'ordre du jour de l'assemblée. De plus, la révocation n'étant pas considérée comme une modification des statuts, il faut conclure que l'assemblée qui a à se prononcer n'est pas une assemblée extraordinaire. Dès lors, elle ne se trouve pas être soumise aux conditions de quorum qu'exige, pour la validité des délibérations, l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 (2).

Toutefois, signalons que la révocabilité ne s'applique pas, en ce qui le concerne, au directeur technique, lequel est un locateur d'ouvrage.

(1) WAHL, *op cit.*, n° 776.

(2) LYON-CAËN et RENAULT, *id. id.*

Toutes ces remarques sur la révocation des gérants et administrateurs, dans les sociétés ordinaires, présentent un certain intérêt pour nous aider à nous rendre compte à quel point la situation est différente dans les nouvelles sociétés à responsabilité limitée.

Tout d'abord, pas de différence entre un gérant désigné par les statuts et celui qui est nommé par un acte postérieur, et cela en ce qui concerne leur révocation. L'article 24, alinéa 3, de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée, nous dit, en effet, « que les gérants nommés par l'acte de société ou par un acte postérieur ne sont révocables que pour des causes légitimes ».

Cette solution est nouvelle; elle diffère, en effet, de ce qui était admis en matière de société et de mandat. On se rappelle la distinction de l'article 1856, alinéa 2, du Code civil. En effet, le gérant qui est nommé par les statuts bénéficie d'une situation, on le sait, différente de celle du gérant dont le pouvoir lui a été donné « par un acte postérieur au contrat de société », cas dans lequel il est révocable comme un simple mandataire, c'est-à-dire *ad nutum* (article 2003, Code civil). La nomination du gérant statutaire faisant partie intégrante du pacte social, il sera nécessaire d'avoir le consentement unanime des associés pour décider sa révocation.

Sa nomination, œuvre de la volonté unanime des associés, fait corps avec l'acte de société; cette clause, comme toutes les autres stipulations des statuts, constitue la loi des parties. En cas contraire, il y aura lieu à jugement et ce seront alors les juges du fait qui seront souverains pour apprécier ce que contient comme bien-fondé la révocation. On sait que l'article 22 de la loi de 1867 déroge formellement aux articles précités, en ce qui concerne les administrateurs de la société anonyme, pour lesquels il décide qu'ils sont révocables *ad nutum*.

La loi du 7 mars 1925, dans son article 24, alinéa 3, suit un système différent, en décidant que les gérants des sociétés à responsabilité limitée, sans distinction, c'est-à-dire soit qu'ils sont statutaires, soit qu'ils sont nommés par un acte postérieur, associés ou non associés, ne sont révocables que pour des causes légitimes. La règle de l'article 24, alinéa 3, vient se rapprocher, par conséquent, du droit contractuel consacré par l'article 1856 du Code civil (1). Le système allemand présente des différences. En effet, en droit allemand, les gérants sont révocables *ad nutum*, théoriquement du moins, sous la réserve d'une clause toujours possible et très usuelle d'ailleurs, des statuts, leur al-

(1) PIC et BARATIN, *op. cit.*, p. 332.

louant une indemnité pour le cas de révocation. Les statuts ont également toute latitude de subordonner la révocation à l'existence de motifs. La loi française sur les sociétés à responsabilité limitée écarte complètement la révocation *ad nutum*.

Dans les sociétés anonymes dont les administrateurs sont des mandataires à titre temporaire et révocables *ad nutum*, la révocabilité s'explique normalement pour le souci de mettre à la disposition des actionnaires des moyens de se défendre contre les abus toujours possibles des administrateurs. Une bonne raison pratique militait en faveur de cette solution.

Signalons que la Chambre de Commerce de Strasbourg, qualifiée pour connaître les avantages et les inconvénients que représente en pratique la société à responsabilité limitée, avait demandé à ce que, pareillement à la situation établie en matière de société anonyme, le gérant puisse être révocable, et cela en tout moment. Possibilité sans doute également soumise à la réserve des dommages et intérêts que le gérant serait en droit d'exiger, en vertu de la loi ou de son contrat.

Une partie des commentateurs de la loi de 1925 estime même qu'ainsi qu'il se trouve actuellement rédigé, l'article 24, alinéa 3, de

(1) A. CHÉRON, *Annales de Droit commercial*, 1925, p. 229 et suiv.

la loi de 1925, permet de révoquer toujours le gérant, dès que cela a été décidé par la collectivité des associés et suivant des conditions de majorité fixées par la loi ou par les statuts. On s'est fondé, pour émettre cette opinion, sur les travaux préparatoires des Commissions de la Chambre et du Sénat, lesquels travaux semblent indiquer, d'une façon formelle, que le pouvoir des tribunaux doit se borner à examiner la question de savoir si les motifs invoqués par la majorité constituent ou non une cause légitime de révocation et, dans la négative, à accorder au gérant des dommages et intérêts, sans pouvoir le réintégrer dans ses fonctions, en annulant la décision qui l'aura révoqué (1).

Les principaux rapports des travaux préparatoires semblent très nettement favorables à la faculté de révocation. Telle est, en effet, tout d'abord, l'opinion du rapporteur à la Société d'Etudes législatives, pour lequel « les mots sont, ici, de peu d'importance. La formule du projet n'a d'autre portée pratique que d'assurer des dommages-intérêts au gérant révoqué, quand il prouvera que sa révocation était injustifiée ». Et même en ce qui le concerne, le rapporteur du projet devant la Chambre voit « peu de différence entre le droit de révocation

(1) GAIN, *Les sociétés à responsabilité limitée*, p. 59.

ad nutum et la révocation uniquement pour cause légitime. Il n'en résulte, en effet, aucunement que les associés soient obligés de prouver la légitimité de leurs griefs, avant de procéder à la révocation. Celle-ci est un fait devant lequel le gérant ne peut que s'incliner, volontairement ou par autorité de justice, sous réserve des réparations qu'il se croira fondé à obtenir » (rapport Manceau, sous article 26). Même opinion exprimée par le rapporteur devant le Sénat, et en termes presque identiques. Pareillement, il ne voit pas de différence importante entre la révocation *ad nutum*, et la révocation uniquement pour causes légitimes et est « d'avis que, peut-être, aurait-il mieux valu, sur ce point, laisser toute liberté aux statuts ».

Cependant, malgré les opinions des rapporteurs, exprimées d'une manière tellement nette, il apparaît difficile de suivre cette voie, en présence d'un texte aussi catégorique que l'article 24, alinéa 3, de la loi du 7 mars 1925. D'ailleurs, la solution de cet article est favorable à l'autorité du gérant qui, au surplus, ainsi que nous le savons, pourra n'être, souvent, que le père de famille. Il convient, nous dit-on, d'assurer « une situation plus stable » (1) au gérant, et c'est une manière de voir qui apparaît comme juste et nécessaire.

(1) PIC et BARATIN, *op. cit.*, p. 333.

Si, toutefois, cette matière de la révocation du gérant des sociétés à responsabilité limitée est gouvernée par le principe de l'irrévocabilité, il faut signaler la dérogation toujours possible qu'octroie le texte de la loi, en autorisant l'éloignement du gérant pour des causes légitimes.

Qu'est-ce que la loi a voulu entendre par des causes légitimes ? Par causes légitimes de révocation, on entend les fautes commises dans l'administration, d'une manière générale. C'est la contravention aux obligations, que le contrat de la société, la loi ou la bonne foi, imposent au gérant.

Il y a là, en somme, une application de la règle autorisant la résolution d'une convention pour inexécution des obligations.

On doit entendre, tout aussi bien la mauvaise gestion dont se rendrait le coupable le gérant, que la violation de la loi ou des statuts. Mais tout motif d'incapacité rendant une gestion défectueuse, soit même le cas d'une mauvaise santé, entre dans le cadre des causes légitimes qui sont réclamées par la loi. Enfin, nous dit on, également, aussi, en général, toutes les causes de dissolution qu'a admis la jurisprudence, au sujet de l'article 1871, Code civil, dissolution pour justes motifs (1).

(1) PIC et BARATIN, *id.*, *id.*

La révocation sera prononcée par décision judiciaire, en cas de contestation toujours possible, au sujet de la légitimité de la cause l'ayant provoquée. D'ailleurs, en fait, remarquons que l'article 24, alinéa 3, de la loi de 1925, ne fait que reproduire les termes mêmes employés par l'article 1856 du Code civil, dont on sait qu'au sujet du pouvoir d'administration confié à un associé, il énonce que ce pouvoir « ne peut être révoqué sans cause légitime ». Or, il apparaît, tant en doctrine que dans la jurisprudence, que, par application de l'article 1856, Code civil, seuls les tribunaux sont à même d'apprécier si le motif de la révocation est légitime (1).

Cependant, jusqu'à l'aboutissement d'une décision judiciaire, le gérant continuera à rester en fonction, et cela « malgré l'opposition des associés » (2). Il continue pendant ce laps de temps qui s'écoule depuis le moment où le tribunal a été appelé à statuer sur la validité de la révocation et jusqu'à celui du jugement définitif passé en force de chose jugée, à représenter valablement la société dans les contrats avec les tiers. Dans l'hypothèse où les juges, au moment du conflit entre le gérant et la société qui vient de la révoquer, seraient appelés à statuer, deux solutions sont possibles.

(1) LEPARGNEUR, *op. cit.*, p. 56.

(2) PIC et BARATIN, *id. id.*

Dans une première de ces solutions, le tribunal apprécie et reconnaît le bien-fondé, la légitimité des motifs que la société a invoqué et, par suite, admet la révocation prononcée contre le gérant de la dite société.

Cette révocation produit alors son effet rétroactivement, et cela à dater du jour où la collectivité des associés l'a prononcée. Que se passe-t-il pour les actes conclus pendant cette période intermédiaire.

Pour M. Lepargneur, tous les actes faits dans l'intervalle par le gérant seront tenus pour irréguliers (1).

Pour MM. Pic et Baratin, les actes de gestion accomplis par le gérant au nom de la société, postérieurement à sa révocation par les associés, mais avant l'approbation de cette mesure par le tribunal, « engagent la société. Mais ceci seulement dans l'hypothèse où ceux qui ont traité avec le gérant menacé de révocation, étaient de bonne foi, et à la suite de l'application envisagée ici de l'article 2005 du Code civil ». La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers, qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire. Même bonne foi du tiers exigée par M. Lepargneur, et également opposabilité seu-

(1) *Op. cit.*, p. 56.

lement dans la mesure de la publication régulièrement faite. L'article 17 de la loi du 7 mars 1925 le dit expressément, en soumettant les formalités prescrites par les articles 12 et 13 (dont les défauts les rendent, quoique nulles, inopposables par rapport aux tiers), tous les actes et délibérations ayant pour objet la modification des statuts, ainsi que tous changements d'associés. Cependant, dans l'hypothèse où les associés veulent attaquer en nullité tous les actes accomplis par le gérant révoqué, ils seront tout d'abord obligés de prouver la mauvaise foi des tiers, lesquels connaissaient la révocation qui avait eu lieu ?

Pour pallier à une situation qui pourrait devenir assez dangereuse pour la société, il est recommandé de faire une publicité consciencieusement exécutée « par la voie du dépôt et de la décision dans les greffes et par des insertions telles que les tiers ne puissent nier la réelle divulgation de la révocation (1) ». En doctrine, on est allé plus loin, et un auteur conseille même, comme une mesure prudente pour la société, de solliciter, « au besoin par la voie du référé, la nomination d'un administrateur provisoire » (2).

Cependant, une autre hypothèse peut se présenter, concernant le sort de la mesure prise

(1) PIC et BARATIN, *id.*, *id.*

(2) LEPARGNEUR, *id.*, *id.*

par les associés. Cette hypothèse serait celle où les juges se refuseraient d'homologuer la révocation du gérant, laquelle avait été, au préalable, décidée par la collectivité des associés.

Quelle est alors la solution à adopter ?

On a proposé de faire, ici, une distinction, suivant que le gérant est associé ou non associé (1).

Dans le premier cas, il y aurait un juste motif de dissolution de la société, ainsi que l'a entendu la jurisprudence, au sujet de l'article 1871, Code civil. Nous nous trouvons, en effet, en présence d'une mésintelligence entre les associés, pouvant être considérée comme un juste motif permettant à un associé de demander la dissolution de la société, seule solution qui apparaît comme possible, à moins que « les associés n'arrivent pas à rétablir entre eux l'harmonie et la bonne entente » (2).

Qu'advient-il, par contre, si le gérant est étranger à la société ? Ici se place une solution qui pourra paraître bien dure envers la société, car, en effet, cette dernière se trouvera obligée de supporter le gérant, du moins jusqu'à la fin de son mandat. Au surplus, si la société avait, avant d'attendre la fin de la décision de justice, pourvu à la nomination

(1) PIC et BARATIN, *id. id.*

(2) *Id., id.*

d'un nouveau gérant, cette nomination, ainsi d'ailleurs que les actes qu'aurait passé ce gérant, sont également entachés de nullité. Il ne reste plus, dès lors, nous dit-on, aux associés, que la possibilité de dissoudre la société par anticipation. Mais ceci sous réserve du droit des gérants de s'adresser à la justice, en vue d'obtenir une indemnité pour le dommage que lui cause cette dissolution anticipée, « à moins, cependant, que celle-ci ne puisse se justifier par d'autres causes » (1).

Toutefois, il est vraisemblable qu'en pratique, l'hypothèse de la dissolution ne se présentera pas souvent, et il est à espérer que le gérant se soumettra de bonne volonté à la décision prise par la collectivité des associés, l'autorité judiciaire n'ayant, par conséquent, plus à intervenir.

Il resterait alors au gérant une action en dommages et intérêts, en cas de préjudice, ou bien, si les motifs invoqués par les associés pour décider de sa révocation ne sont vraiment pas sérieux.

A qui appartient le droit de prononcer la révocation ? A la majorité des associés de la société à responsabilité limitée. C'est une action sociale, exigeant que la décision en soit prise suivant la majorité de plus de la moitié

(1) PIC et BARATIN, *op. cit.*, p. 335.

du capital social, majorité que réclame l'article 27 de la loi du 7 mars 1925.

On n'exige pas, à ce sujet, nous dit-on (1), même pour le gérant nommé par les statuts, la majorité fixée par l'article 31 de la loi, qui demande pour les modifications dans les statuts, sauf stipulation contraire, une majorité représentant les trois quarts du capital social. La loi, on le sait, ne fait pas de différence, au sujet de la révocation, entre le gérant statutaire et celui qui est nommé par un acte postérieur, dès lors, « une décision collective, obéissant aux règles ordinaires de majorité, suffit dans les deux cas ».

Au surplus, la majorité requise par l'article 27 de la loi suffit, lorsqu'il s'agit de vérifier, en approuvant ou repoussant, les comptes du gérant. Il apparaît, nous dit-on, qu'il serait illogique de ne pas l'admettre, lorsqu'il s'agit de sanctions à prendre en cas de gestion défectueuse.

Dans les sociétés de personnes, le droit d'agir en révocation, et cela même pour une faute de gestion, est une faculté individuelle sur laquelle la loi de la majorité n'a aucune prise. En est-il de même en ce qui regarde les sociétés à responsabilité limitée ? Le problème a donné lieu à controverse, en doctrine.

(1) PIC et BARATIN, *op. cit.*, p. 336.

D'après certains auteurs, la société à responsabilité limitée se rapproche, sur ce point, des sociétés par actions et, par conséquent, le droit d'agir en révocation n'est pas individuel. Toutefois, on reconnaît que, même dans les sociétés par actions, il peut advenir que l'action individuelle soit exercée, dans l'hypothèse où les représentants publics de la société avaient omis de l'exercer. Il apparaît que le droit, pareillement, devient individuel, et cela indépendamment de l'action social, dans le cas où les actes du gérant se présenteraient, dans la réalité, sous un aspect illégal ou contraire aux statuts. Toutefois, le contraire a été soutenu et on a dit que la révocation peut être prononcée en justice, même sur demande d'un seul associé, sauf stipulation contraire des statuts, et par application de ce qui a lieu, en ce qui concerne l'article 1856, Code civil (1).

Supposons enfin que, la révocation ayant été décidée pour le gérant, celui-ci se soumet à cette décision, abandonnant la gestion des affaires sociales, mais qu'il intente envers la société une action en dommages et intérêts, trouvant que sa révocation ne se fonde pas sur des causes très certaines.

Le tribunal n'a plus, dès lors, que le rôle d'allouer, et cela s'il y a lieu, et après examen

(1) LEPARGNEUR, *op. cit.*, p. 57.

sérieux, l'indemnité réclamée. Mais on peut également supposer une hypothèse selon laquelle le gérant, quoique révoqué et même légitimement révoqué, refuse pourtant d'acquiescer à cette décision. Et même, poussant son intransigeance jusqu'au bout, qu'il continue à exercer ses fonctions de gestion. Les tiers ayant traité dans l'ignorance de ces faits, la société est engagée, mais au cas de préjudice pour elle et de confirmation par le tribunal, qui apprécie le bien-fondé de la décision primitivement prise, le gérant s'expose à une condamnation à des dommages-intérêts.

Cependant, un inconvénient fort important peut résulter du texte de l'article 24, alinéa 3, de la loi du 7 mars 1925. Avant que les associés ne soient informés sur la nécessité de décider la révocation du gérant, ou bien même, avant que les formalités nécessaires en vue de cette révocation ne soient accomplies, un certain nombre de préjudices des plus importants peuvent résulter pour la société (1). Nous avons précédemment vu que la révocation, prononcée par les seuls associés, peut ne pas être suffisante pour convaincre le gérant d'abandonner par la suite, bénévolement, la gestion de l'ensemble des affaires sociales. Il peut arriver, en effet, et c'est là l'hypothèse qui, vrai-

(1) WAHL, *Journal des Sociétés*, 1926, p. 197.

semblablement, sera celle se réalisant le plus souvent, que l'on ait besoin de l'intervention de la justice. Et alors, on se demande, au sujet de la révocation, par qui sera convoquée l'assemblée ayant à statuer au sujet de cette révocation même. Le droit de convoquer l'assemblée qui aura à prendre la décision appartiendra au gérant et, en ce qui le concerne, il est aisé de s'imaginer qu'il n'en usera qu'avec circonspection, et notamment, surtout, lorsqu'il s'agira de le démettre de la gestion des affaires sociales. Si la société se trouve être composée de plus de vingt membres, le Conseil de surveillance peut alors convoquer, lui, l'assemblée chargée de se prononcer au sujet de l'opportunité de la révocation du gérant.

Dans le cas d'absence du Conseil de surveillance, et cela aura lieu dans les sociétés de moins de vingt-et-un membres, et également en cas de défection, volontaire ou non, des gérants, ce droit de convocation d'assemblée pour révocation peut appartenir aux associés représentant plus de la moitié du capital social. L'article 29 de la loi du 7 mars 1925 l'autorise d'une manière claire et formelle. Mais ici peut apparaître un cas nouveau de difficultés, à laquelle on n'a vraisemblablement pas songé. Qu'advient-il, en effet, dans l'hypothèse où les gérants se trouveraient être eux-mêmes propriétaires de plus de la moitié du capital

social qu'exige l'article 29 de la loi, pour convoquer valablement l'assemblée ? Ce cas, d'ailleurs, peut se réaliser très souvent, vraisemblablement en pratique. Dans cet état de choses, la révocation ne pourrait, d'aucune manière, avoir lieu, à ce qu'il semble, du moins. Il reste toutefois, quand même, une solution possible, l'action d'un seul des associés devant les tribunaux, mais cette solution est elle-même subordonnée à une reconnaissance d'existence valable, et qui ne soit pas formellement écartée par les statuts, au moyen d'une clause toujours possible, soumettant cette existence à la décision de la collectivité des associés.

Signalons que la Chambre de commerce de Strasbourg, dans ses avis et observations sur le projet de loi relatif aux sociétés à responsabilité limitée, dans une hypothèse apparentée, avait proposé une solution. Elle demandait, en effet, que dans les sociétés non pourvues d'un Conseil de surveillance, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs associés, à qui incomberait l'obligation, au cas où le directeur gérant viendrait à manquer, ou serait empêché de continuer l'exercice de ses fonctions, de convoquer, et cela dans les huit jours, une Assemblée générale extraordinaire devant remplacer, dans le délai d'un mois, le directeur gérant, et même pouvant décider la liqui-

dation de la société. Toutefois, on s'est opposé à ceci, et M. Bourcart, dans ses observations sur les avis présentés par la Chambre de commerce de Strasbourg, estime superflu l'introduction d'une disposition prévoyant la convocation de l'Assemblée générale, au cas où la direction viendrait à faire défaut. Une solution de ce genre n'ayant été ni admise, ni étendue au cas qui nous préoccupe, on ne voit vraiment pas, alors, comment s'y prendrait une minorité de capital pouvant cependant être, parfois, la presque totalité du nombre des associés, moins un qui serait le gérant, lui-même, pour empêcher la continuation d'une action malfaisante, au détriment, peut-être, de tout l'ensemble du groupe social.

Devant une situation à ce point dangereuse, et surtout pour une société où, par ailleurs, le gérant est tout puissant, on a proposé que les statuts puissent contenir une clause au moyen de laquelle le gérant soit révocable pour certaines causes déterminées, et même qu'il soit — malgré le caractère si nettement défini du texte législatif, révocable *ad nutum* (1). On invoque, en faveur de cette solution, le fait que la formule employée par l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 n'est pas plus absolue que celle dont se sert l'article 1856, alinéa 2, du Code civil.

(1) DROUETS, *op. cit.*, p. 272.

La règle de l'article 24, alinéa 3, ne serait donc pas d'ordre public, mais seulement « l'expression de la volonté présumée des parties » (1). Cette solution, pareillement à la société de personnes, pourrait trouver son application dans la société à responsabilité limitée, d'autant plus que le principe d'*intuitus personæ* ne joue plus, ici, un rôle de la même importance.

La thèse contraire a été, toutefois, soutenue (2). On a dit que le seul fait d'insérer, dans un acte de société, une clause autorisant la révocation *ad nutum* du gérant n'aurait pas seulement pour effet d'être nulle, mais aussi d'entraîner la nullité même de la société. La cause d'un tel résultat doit être cherchée dans la constitution même de la société, « en violation d'un principe et d'une règle expressément imposés par la loi ».

Cette opinion peut, cependant, apparaître comme ayant un caractère excessif (3). C'est pourquoi on a proposé d'admettre la possibilité, pour les statuts, de contenir une clause au moyen de laquelle le gérant puisse être révoqué, pour certaines causes déterminées, et même *ad nutum*. Cette solution serait, évidemment, utile pour les nouvelles sociétés à res-

(1) PIC et BARATIN, *op. cit.*, p. 337.

(2) POTTIER, n° 77.

(3) DROUETS, *id.*, *id.*

ponsabilité limitée, dans la mesure où les gérants disposent de pouvoirs d'autant plus importants qu'ils apparaissent, à la majorité de la doctrine, comme intangibles, du moins par rapport aux tiers.

CONCLUSION

Nous savons l'importance que prend, dans l'économie actuelle du monde commercial, la nouvelle société à responsabilité limitée. Réclamée depuis longtemps, saluée avec ferveur, elle a connu le succès dès les premières heures de son apparition. Il importe que son bon fonctionnement consolide, dans l'avenir, ce succès.

Les avantages de toutes sortes qu'elle présente, tant ceux au point de vue fiscal, qui sont importants, que ceux qui permettent aussi de ne risquer qu'un capital, lequel est, par avance, limité, ce qui est toujours tellement intéressant, incitera bon nombre de gérants, et d'administrateurs, dont elle ne manquera pas, sans doute, d'éveiller l'attention, à choisir sa forme sociale.

Les avantages que la loi présente, particulièrement aux gérants, en ce qui les concerne eux-mêmes, par une situation fiscale avanta-

geuse, du moins pour les gérants non associés, depuis la loi du 30 décembre 1928, et par le fait que ces gérants ne sont jamais tenus indéfiniment des dettes sociales, ne manquera pas de favoriser le sort des nouvelles sociétés à responsabilité limitée. Les gérants peuvent, de plus, s'associer un ou plusieurs co-gérants. On sait que l'article 24 de la loi de 1925 ne limite aucunement leur nombre. Ajoutons, en ce qui concerne ces mêmes gérants, que la loi organise en leur faveur une révocabilité assez difficile à réaliser rapidement, en pratique, en même temps qu'elle autorise leur nomination pour une durée indéfinie.

Mais tous ces sérieux avantages accordés aux gérants des sociétés à responsabilité limitée, peuvent trouver un contre-poids dans des désavantages importants pour l'ensemble des associés.

On se souvient, en effet, de toutes les conséquences fâcheuses pouvant être engendrées pour la société, par la toute puissance qu'accorde la loi aux gérants. Ces conséquences peuvent aller jusqu'à faire disparaître, progressivement, l'ensemble du patrimoine social. Tout cela peut avoir lieu sans que ces gérants encourrent d'autres reponsabilités que la perte de leur mise, au cas hypothétique où ils seraient associés, et la garantie, encore plus incertaine, de leur responsabilité pécuniaire,

en cas de dol de leur part. On a pareillement vu que, pratiquement et surtout dans les sociétés de moins de vingt membres, l'Assemblée générale, ayant parfois à statuer sur leur révocation, ne pourra même pas être réunie sans le concours des gérants. Il ne faudrait pas, en continuant à donner l'interprétation actuelle d'une partie de la doctrine, en ce qui concerne l'article 24, jeter le discrédit sur une société, dont on a, par ailleurs, à tort bien entendu, réclamé la suppression au moyen d'une abrogation pure et simple de la loi du 7 mars 1925. C'est du moins ce qui a fait l'objet d'une proposition présentée à la Société d'Etudes législatives et, bien entendu, repoussée.

Des auteurs partisans de l'opinion de la non-opposabilité des clauses restrictives statutaires aux tiers, se sont eux-mêmes émus des conséquences qu'entraîne l'application pratique de cette opinion (1).

La Société d'Etudes législatives a même proposé, pour qu'il n'y ait probablement plus lieu à aucune controverse, de modifier l'article 24 dans sa rédaction actuelle. On a demandé, en effet, une nouvelle rédaction du texte de l'article 24, qui serait la suivante :

« Ils (les gérants) sont nommés par les associés, soit dans l'acte de société, soit dans un

(1) PIC, Dalloz, R. H., p. 79.

acte postérieur, pour un temps limité ou sans limitation de durée. Sauf stipulation contraire, ils ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, en toute circonstance. »

Le problème se trouverait, bien entendu, dans ce cas, complètement résolu. Ce serait donc le retour pur et simple au droit commun, même en cas de gérant unique. Les plus larges pouvoirs sont accordés, législativement, aux gérants. Cependant, le correctif deviendrait alors indiscutable, car les clauses limitatives de ces pouvoirs, à condition qu'elles soient publiées, produiraient leur plein effet. Et ceci est vrai, non seulement en ce qui concerne tous les associés, mais également aussi par rapport aux tiers.

M. Pic reconnaît que l'inopposabilité aux tiers des clauses limitatives de responsabilité est une véritable prime à la mauvaise foi, et il est également d'avis que « la disparition de la règle exorbitante du droit commun, inscrite dans l'article 24 actuel de la loi, est donc, à notre avis, sans aucun danger, et peut être approuvée sans réserve » (1).

En fait, il se pourrait qu'elle ait déjà disparue, et c'est ce qui résulterait, notamment, de l'arrêt précité du Tribunal civil de Mulhouse. A l'aide de ce jugement, nous voyons

(1) *Id.*, *id.*

qu'une partie de la jurisprudence, s'étant prononcée jusqu'à l'heure actuelle, a, elle aussi, confirmé l'opinion d'après laquelle, en accord avec tout ce qui était admis jusqu'à présent, en ce qui concerne les gérants et les administrateurs des sociétés ordinaires, les clauses limitatives statutaires des pouvoirs des gérants sont opposables aux tiers. Reconnaissons, toutefois, que le Tribunal de la Seine, dans la décision du 12 janvier 1928, a suivi la voie opposée.

Les avantages pouvant être présentés par une pareille solution du problème posé, sont multiples. On évitera ainsi tous les embarras qui arriveront dans le cas de l'application de l'hypothèse contraire. Et cela, soit au cas où un seul gérant gère les affaires sociales, soit surtout dans l'hypothèse de plusieurs gérants, hypothèse qui présente un accroissement de complications.

Cette solution n'est pas seulement avantageuse ou désirable, elle est aussi rationnelle et équitable. D'autant plus qu'il n'est même pas sûr qu'elle soit non conforme à la loi, et elle est conforme aux traditions du droit français, en matière de pouvoirs des gérants. C'est pourquoi il convient de se féliciter que le Tribunal civil de Mulhouse ait ouvert la voie à une interprétation rationnelle, qui ne pouvait être autre, et dont il est à souhaiter que, dans l'état

actuel du texte de l'article 24, pour la loi du 7 mars 1925, on en voit admise l'acceptation générale.

Ce n'est pas sur l'inopposabilité des clauses limitatives statutaires que les sociétés à responsabilité limitée doivent se baser pour inspirer la confiance qui donne la sécurité nécessaire à la bonne marche des affaires. C'est bien plutôt par d'autres moyens qu'on renforcera le crédit des sociétés à responsabilité limitée. Ces autres moyens peuvent être, soit la valeur personnelle des gérants, soit des garanties accessoires qu'on pourrait leur exiger, tels que cautionnements au dépôts de titres.

Pour ne pas entraver, donc, l'essor des sociétés à responsabilité limitée, il ne reste qu'à s'associer à l'opinion, d'après laquelle la loi n'interdit pas d'opposer aux tiers les limitations statutaires, malgré le texte incomplet qui est dû, soit à l'omission, soit à la répétition, si c'est bien au principe de l'article 1165, Code civil, que le législateur a pensé en le rédigeant.

Des considérations pratiques imposent cette interprétation, et ceci jusqu'à ce qu'une addition ou une modification, dans l'état actuel de la loi, ne vienne trancher définitivement une controverse, dont l'acceptation d'un des points de vue est fâcheuse, tandis que l'admission de l'opinion contraire est bienfaisante pour la

bonne marche des nouvelles sociétés, dans la pratique des affaires courantes, et au point de vue de la solidité dans l'avenir de ces nouvelles formes de sociétés.

Nous croyons donc qu'il est nécessaire de suivre ce point de vue, dans l'état actuel de l'article 24 de la loi du 7 mars 1925, mais nous espérons, en même temps, qu'une modification du dit article aura lieu, et cela dans le sens de la proposition faite par la Société d'Etudes législatives, pour mettre fin à une situation douteuse, et peut-être même, dangereuse, susceptible de remplacer la confiance du capital par une défiance, le plus souvent, justifiée. Il est certain que les travaux préparatoires ont songé, et à juste titre, à l'intérêt des tiers; il serait bon de ne point oublier celui, tout aussi intéressant, des associés, dont l'inexpérience, cas bien souvent réel, et la confiance, pourraient les entraîner dans des situations embarrassantes conçues par la toute puissance, sans restriction, opposable aux tiers, des pouvoirs des gérants des sociétés à responsabilité limitée.

VU : *Le Doyen,*
H. BERTHELEMY.

VU : *Le Président,*
A. WAHL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE.

- WAHL. — *Précis théorique et pratique de droit commercial.*
- WAHL. — *Les pouvoirs des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée (Journal des Sociétés, 1926 p. 193 et suivantes).*
- BAUDRY et WAHL. — *De la Société.*
- THALLER et PERCEROU. — *Traité de droit commercial.*
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial.*
- GUILLOUARD. — *Traité du contrat de société.*
- AUSCHER (R.). — *Les sociétés à responsabilité limitée* (préface de M. Wahl).
- AUGER et MICHEL. — *Traité et formulaire des sociétés à responsabilité limitée.*
- BAUDOIN BUGNET. — *Les sociétés à responsabilité limitée en France.*
- BASSIN (M.). — *Les sociétés à responsabilité limitée en Allemagne.*
- CHAPSAL. — *Les sociétés à responsabilité limitée.*
- DROUETS. — *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée, 2^e édition.*
- EZZAONI. — *Les sociétés à responsabilité limitée.*
- GAIN. — *Les sociétés à responsabilité limitée.*
- GEORGESCO. — *Les sociétés à responsabilité limitée* (en roumain).
- LEPARGNEUR. — *La loi nouvelle sur les sociétés à responsabilité limitée.*
- LAFON (J. et P.). — *La société à responsabilité limitée.*

MONGIN (A.). — *La garantie des tiers dans les sociétés à responsabilité limitée.*

PIC et BARATIN. — *Des sociétés à responsabilité limitée.*

PIC. — *R. H. Dalloz* 1928, p. 73 et suivantes.

PIC. — *Note Dalloz R. P.* 1928, p. 193 et suivantes.

PIOT. — *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée.*

POTTIER. — *Des sociétés à responsabilité limitée.*

CHÉRON (A.). — *Note Dalloz R. P.* 1928 I, p. 153 et suivantes.

ÉSCARRA. — *Les restrictions conventionnelles de la transmissibilité des actions* (*Annales de droit commercial* 1911).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	7
CHAPITRE I. — Pouvoirs légaux des gérants. . .	29
CHAPITRE II. — Dérogationsauxpouvoirs desgérants	51
CHAPITRE III. — Contrôle des associés et des Tri- bunaux sur les pouvoirs des gérants.	
<i>Section I.</i> — Contrôle des pouvoirs.	89
<i>Section II.</i> — Révocation des gérants.	98
CONCLUSION : . . ,	123

Paris. — Imprimerie CHANTENAY, 13-11-29
